

DÉPARTEMENT DU GERS
CANTON DE
L'ISLE-JOURDAIN

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA
GASCOGNE TOULOUSAINE

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de conseillers : 37
Conseillers en exercice : 36
Quorum 19

Présents : 25
Excusés 8
Absents : 3
Procurations : 5

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi 16 février, à dix-huit heures et trente minutes, le conseil communautaire dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle des mariages (1^{er} étage) de la commune de L'ISLE-JOURDAIN, sous la présidence de M. Francis IDRAC, Président.

Date d'envoi de la convocation : 10 février 2023

n° 16/02/2023-03

Objet

FINANCES

Rapport sur les
orientations budgétaires
2023

Présents : Georges BELOU, Jacques BIGNEBAT, Éric BIZARD, Dominique BONNET, Claude BOUZIN, Philippe CAPDEVILLE, Claudine DANEZAN, Jean-Claude DAROLLES, Julien DÉLIX, Jean-Luc DUPOUX, Nadine FIERLEJ, Francis IDRAC, Francis LARROQUE, Claire NICOLAS, Yannick NINARD, Frédéric PAQUIN, Denis PÉTRUS, Jeanne-Marie RECH, Martine ROQUIGNY, Régine SAINTE-LIVRADE, Bernard TANCOCNE, Christophe TOUNTEVICH, Jocelyne TRIAES, Jean-Marc VERDIÉ, Marylin VIDAL

Procurations :

- 1- Muriel ABADIE a donné procuration à Julien DÉLIX
- 2- Delphine COLLIN a donné procuration à Jean-Luc DUPOUX
- 3- Philippe DAGUES-BIÉ a donné procuration à Nadine FIERLEJ
- 4- Mohammed EL HAMMOUMI a donné procuration à Christophe TOUNTEVICH
- 5- Nicolas PANAVILLE a donné procuration à Jocelyne TRIAES

Excusés : Muriel ABADIE, Janine BARIOULET-LAHIRLE, Delphine COLLIN, Philippe DAGUES-BIÉ, Mohammed EL HAMMOUMI, Brigitte HECKMANN-RADEGONDE, Jean-Sébastien KLEIN-MEYER, Nicolas PANAVILLE

Absents : Lucien DOLAGBENU, Gérard PAUL et Fabienne VITRICE

A été nommé secrétaire : Francis LARROQUE

En application de l'article L2312 -1 du Code général des collectivités territoriales, la tenue du débat d'orientations budgétaires (DOB) est obligatoire pour les EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants et doit se dérouler dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le vote du budget est un acte politique majeur dans toutes les collectivités et structures intercommunales. Le DOB constitue également un moment clef dans la vie des collectivités. Le débat d'orientations budgétaires ne donne pas lieu à un vote, il doit cependant permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leur choix (loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République).

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Le débat d'orientations budgétaires doit dorénavant faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs E.P.C.I., l'exécutif doit présenter à son organe délibérant, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et sa publication reste à la libre appréciation des collectivités en l'absence de décret d'application.

En outre, pour les communes de 10 000 habitants, les E.P.C.I. de plus de 10 000 habitants comportant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le rapport doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Ce rapport donne lieu à un débat qui permet à l'assemblée délibérante de discuter sur l'évolution de la situation financière de la collectivité et sur des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et à un vote. Il doit être transmis au représentant de l'État et être publié.

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques contient de nouvelles règles concernant le DOB pour le budget principal et les budgets annexes. L'article 13 dispose qu'à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale et groupement présente ses objectifs concernant :

1. l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement,
2. l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette

Le rapport d'orientations budgétaires est consacré aux orientations budgétaires 2023 au vu d'une analyse prospective 2023 - 2026.

Après une présentation synthétique du rapport ci joint, Monsieur le Président propose de débattre des orientations budgétaires pour l'année 2023 exposées précédemment.

Vu l'avis favorable du Bureau et de la commission Finances du 9 février 2023 et après débat, le Conseil communautaire prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2023.

La présente délibération a été signée le 21 février 2023
Certifiée et rendue exécutoire par le Président le 21 février 2023
Expédiée à la Préfecture le 21 février 2023
Affichée le 21 février 2023

Le Président,

Francis IDRAC



Gascogne Toulousaine
communauté de communes



Rapport sur les orientations budgétaires 2023



Le contexte réglementaire

Le vote du budget est un acte politique majeur dans toutes les collectivités et structures intercommunales. Le Débat d’Orientation Budgétaire (DOB) constitue également un moment clef dans la vie des collectivités.

Le DOB ne donne pas lieu à un vote, il doit cependant permettre d’informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d’éclairer leur choix. Il est l’occasion de définir la stratégie financière et la politique d’investissement de la collectivité, au regard, d’une part, du contexte économique et financier national, et, d’autre part, de l’analyse financière de la collectivité.

Le contexte économique et budgétaire national

➤ Une situation économique très incertaine :

En 2023, la croissance française devrait être nulle ou presque. Les estimations varient de -0,5% pour la Banque de France à + 1% pour le gouvernement. L’évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) sera fortement corrélée à celle de la hausse des prix de l’énergie.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Evolution du PIB	1,80%	-8,00%	6,80%	2,70%	1%	1,60%	1,70%	1,70%

➤ Une forte inflation maintenue en 2023 :

D’après la Banque de France, le pic d’inflation devrait être atteint en ce début d’année avant une décroissance de la hausse des prix à partir du milieu de l’année. Sont particulièrement impactés par l’inflation : les énergies (électricité, gaz...), les carburants, les matières premières et les produits alimentaires.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Evolution de l’inflation	0,90%	0,20%	1,60%	5,40%	4,30%	3,00%	2,10%	1,75%

➤ Des comptes publics dégradés:

La loi de finances pour 2023 prévoit un déficit de 5% soit le même niveau que celui de l'an dernier. Elle prévoit, toutefois, un ratio de dette publique/PIB proche de celui de l'an dernier soit 111,20%.

	2019	2020	2021	2022	2023
Déficit public	3,10%	9,00%	6,50%	5,00%	5,00%
Dette publique/PIB	97,40%	115,00%	112,80%	111,50%	111,20%

Les mesures spécifiques contenues dans la loi de finances pour 2023

La suppression de la CVAE

La CVAE qui représente une recette fiscale de plus de 1M€ en 2022 est remplacée par une fraction de TVA dès l'exercice 2023.

La suppression de la CVAE pour les entreprises se fera en deux temps :

- diminution du montant à payer de 50% en 2023 ;
- disparition de la CVAE en 2024.

La fraction de TVA perçue par la CCGT sera divisée en deux parts :

- une part figée qui correspond à la moyenne des recettes de CVAE du territoire de 2020 à 2023 soit environ 1,075M€
- une part variable correspondant dépendant d'un fonds national d'attractivité des territoires chargé de répartir les surplus de TVA

Les revalorisations de plein droit pour 2023

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales : **+ 7,1 %** (concerne uniquement les particuliers)

IFER : tarifs réévalués de **+ 4,3 %**

Augmentation de la fraction de TVA – qui compense la suppression de la taxe d’habitation et de la CVAE- de **+ 5,1%**

Les mesures de l’Etat pour lutter contre l’inflation

La CCGT devrait être éligible au dispositif « **amortisseur électricité** » entré en vigueur depuis le 1er janvier dernier. Avec ce dispositif, l’Etat prend en charge 50% du prix de l’électricité lorsque ce dernier dépasse 180 € le MWh (dans la limite de 500 € le MWh). Ce dispositif s’appliquera sur l’exercice 2023.

En revanche, la CCGT ne devrait pas bénéficier du dispositif « **filet de sécurité** » qui est sensé aider les collectivités ayant vu leurs ratios d’épargne diminuer fortement en 2022, principalement du fait du dégel du point d’indice et de la hausse des prix de l’énergie. L’Etat nous a versé un acompte de 5 000€ sur 2022 qu’il faudra surement rembourser en 2023 car la collectivité ne remplit pas les conditions cumulatives suivantes:

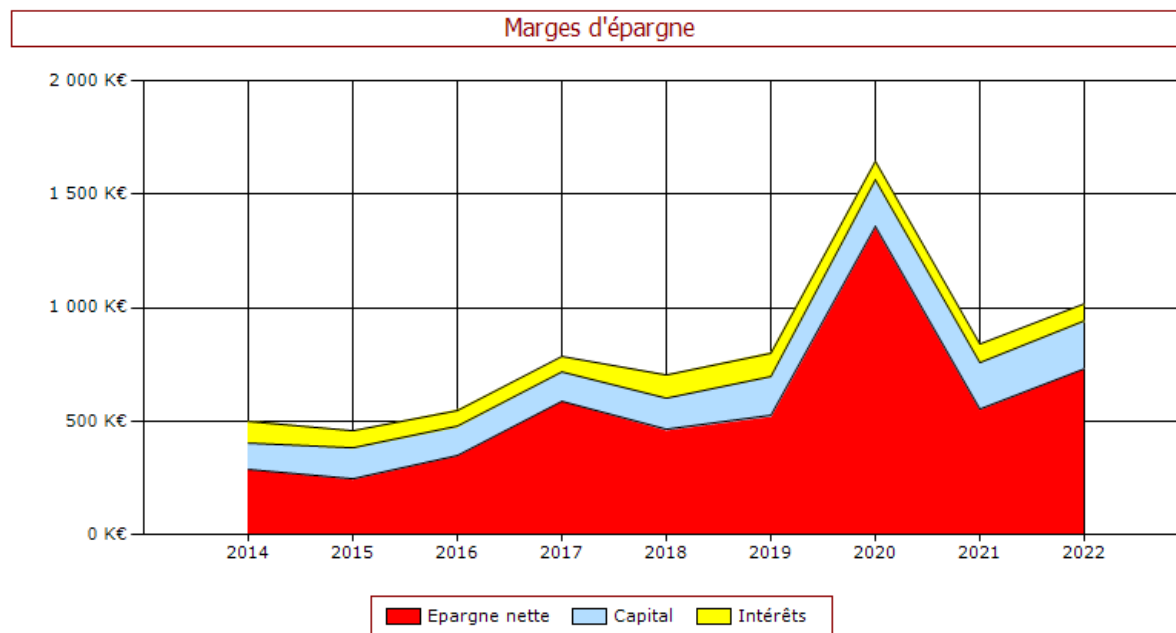
- un niveau d’épargne brute représentant en 2021 moins de 22% de leurs recettes réelles de fonctionnement 2021 ;
- une perte d’au moins 25% d’épargne brute entre 2021 et 2022 principalement du fait de la réévaluation de la valeur du point d’indice et du renchérissement des coûts liés à l’alimentation et à l’énergie,
- et un potentiel fiscal inférieur au double de la moyenne du groupe de l’EPCI en 2021.

1. Analyse rétrospective et situation financière du budget principal fin 2022

Analyse rétrospective et situation financière du budget principal fin 2022

Envoyé en préfecture le 21/02/2023
Reçu en préfecture le 21/02/2023
Publié le
ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fct. courant	7 663	8 057	9 013	11 471	12 407	13 763	14 437	14 435	15 246
- Charges de fct. courant	7 188	7 575	8 446	10 635	11 598	12 851	12 728	13 501	14 250
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	475	482	566	836	809	911	1 709	934	996
+ Solde exceptionnel large	24	-26	-17	-54	-105	-110	-62	-96	20
= Produits exceptionnels larges*	24	1	8	4	45	35	66	40	22
- Charges exceptionnelles larges*	0	27	26	58	150	145	128	136	2
= EPARGNE DE GESTION (EG)	500	456	549	782	704	801	1 647	838	1 016
- Intérêts	94	75	74	64	100	105	84	80	74
= EPARGNE BRUTE (EB)	406	381	475	718	603	696	1 563	759	941
- Capital	117	136	127	129	141	174	204	206	209
= EPARGNE NETTE (EN)	289	245	349	589	462	523	1 359	553	732



L'analyse rétrospective montre :

1. Une amélioration de l'excédent brut courant quasi continue (hors exercice 2020 atypique du fait de la crise de la COVID-19),
2. Une croissance de l'annuité de dette en capital correspondant à l'augmentation de l'encours de dette du budget général entre 2014 et 2015,
3. Plus qu'un doublement de l'épargne nette entre 2014 et 2022.

Analyse rétrospective et situation financière du budget principal fin 2022

La CCGT a réalisé en moyenne 2 M€ de dépenses d’investissement hors annuité en capital, dont 1,6 M€ de dépenses d’investissement et 0,4 M€ de remboursement de prêts relais.

Le financement de ces dépenses d’investissement a été très équilibré grâce à une épargne nette conséquente (30% des dépenses d’investissement), des ressources propres pour 19% et d’importantes subventions (36% des dépenses) ayant permis de limiter l’emprunt à 29% des dépenses tout en améliorant le résultat de clôture de 1 600 k€ sur la période.

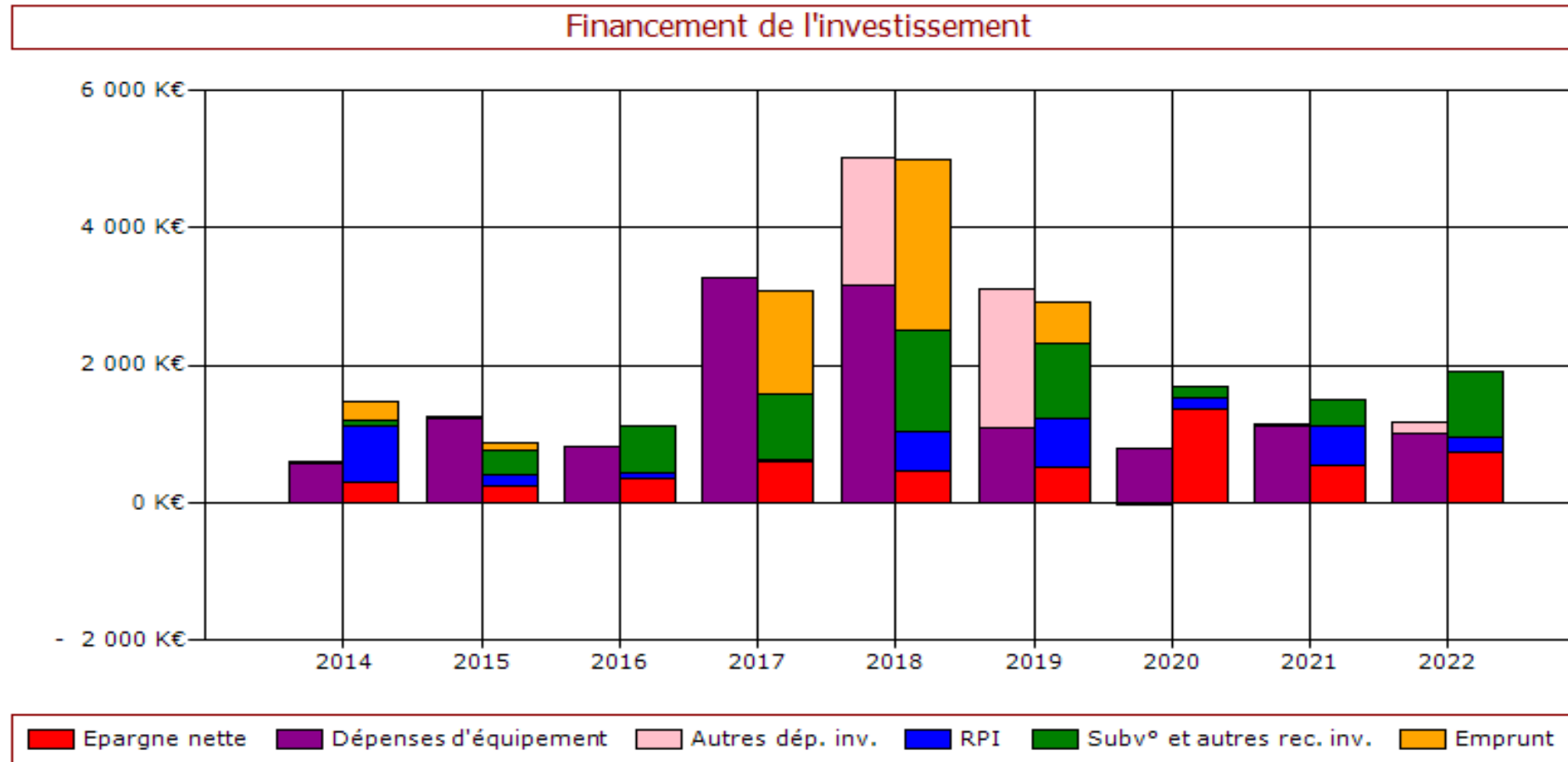
Moy. 2014/2022													
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022		K€	€/hab	Structure
Dép. d'inv. hs annuité en capital	588	1 260	824	3 277	5 018	3 109	786	1 149	1 180		1 910	90,06	100,0%
Dép. d'inv. hs dette	588	1 260	824	3 277	4 018	1 109	786	1 149	1 180		1 577	74,35	82,5%
Dépenses d'équipement	585	1 230	824	3 277	3 151	1 093	786	1 148	995		1 454	68,58	76,1%
Dépenses directes d'équipement	499	1 091	632	3 080	3 004	953	578	903	882		1 291	60,88	67,6%
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	86	139	192	197	147	141	208	245	113		163	7,70	8,5%
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	297	15	0	0	0		35	1,64	1,8%
AC Investissement					0	0	0	0	0		s.o.	s.o.	0,0%
Autres dépenses d'inv.	3	30	0	0	570	1	0	1	184		88	4,13	4,6%
Remboursements anticipés	0	0	0	0	1 000	2 000	0	0	0		333	15,72	17,5%
Financement des investissements	1 479	856	1 126	3 084	5 002	2 922	1 680	1 489	1 903		2 171	102,38	113,7%
Epargne nette	289	245	349	589	462	523	1 359	553	732		567	26,72	29,7%
Ressources propres d'inv. (RPI)	825	151	77	31	558	712	171	559	206		366	17,24	19,1%
FCTVA	104	151	77	31	558	401	81	95	90		176	8,32	9,2%
Produits des cessions	721	0	0	0	0	0	0	352	0		119	5,62	6,2%
AC Investissement					0	0	0	0	0		s.o.	s.o.	0,0%
Diverses RPI	0	0	0	0	0	311	90	113	117		70	3,30	3,7%
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	23	133	0	0	0		17	0,82	0,9%
Subventions yc DETR / DSIL	86	350	701	954	1 469	955	151	377	964		667	31,46	34,9%
Emprunt	280	110	0	1 510	2 490	600	0	0	0		554	26,14	29,0%
Variation de l'excédent global	891	-403	306	-193	-16	-187	895	340	723		262	12,34	13,7%

512k€ fonds de concours MS

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	K€	€/hab	Structure
Excédent global de clôture (EGC)	1 894	1 491	1 943	1 749	1 733	1 546	2 441	2 801	3 524	2 125	100,18	111,2%

Analyse rétrospective et situation financière du budget principal 2022

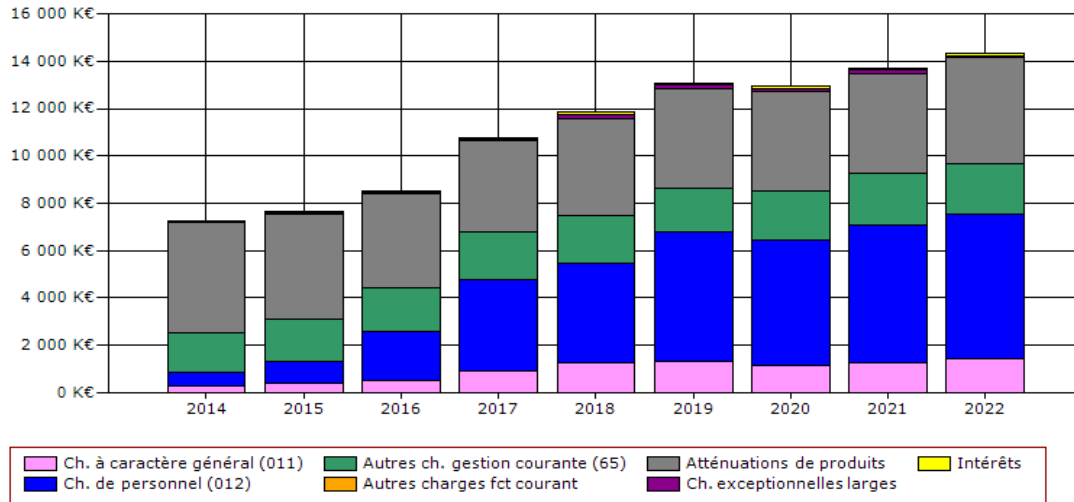
Envoyé en préfecture le 21/02/2023
Reçu en préfecture le 21/02/2023
Publié le
ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE



K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours corrigé au 31.12	2 213	2 187	2 061	3 590	5 021	3 447	3 243	3 071	2 862
Epargne brute	406	381	475	718	603	696	1 563	759	941
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE	5,5	5,7	4,3	5,0	8,3	5,0	2,1	4,0	3,0

Analyse rétrospective et situation financière du budget principal fin 2022

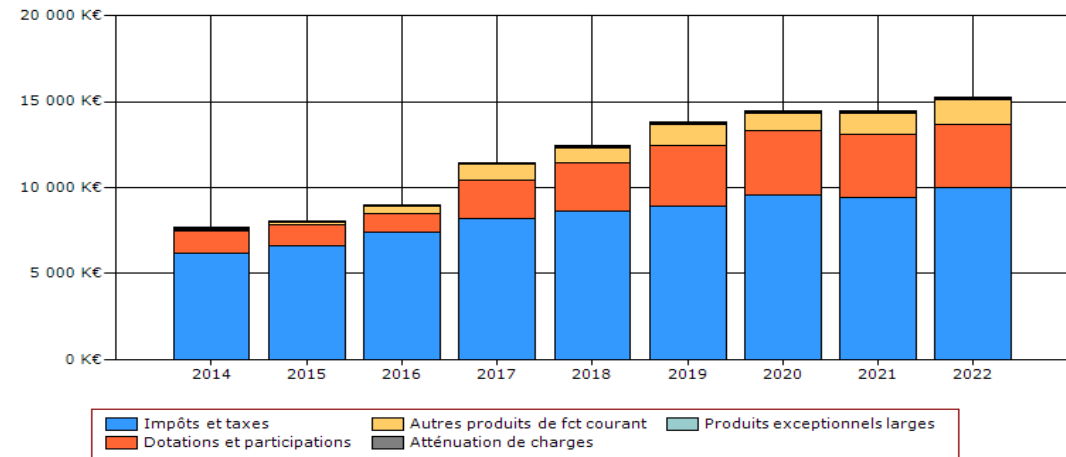
Charges de fonctionnement



1. Des impôts et taxes en forte hausse 570k€ (+6%) notamment la TEOM et la fraction TVA (270k€);
2. Des dotations et participations relativement stables (+1%);
3. Des produits courant exponentiels 182k€ (+12%) - facturations aux familles/usagers et prestation de service de la CAF notamment pour la Jeunesse

1. Des charges de personnel en augmentation du fait principalement du dégel du point d'indice (3,5%) ;
2. Des charges à caractère général en hausse de 154k€ (+12%) du fait notamment de l'inflation (alimentation, fournitures, prestations de service), du coût de l'énergie (80k€), de l'étude PE(32k€) et de la location d'un groupe électrogène pour la travaux du multi accueil (13k€)
3. Des charges de gestion courantes stabilisés;
4. Des atténuations de produits en hausse de 298k€ (7%) du fait exclusivement du reversement de TEOM

Produits de fonctionnement



La situation financière de la CCGT apparaît tout à fait satisfaisante fin 2022, celle-ci étant caractérisée :

1. Par une épargne nette en croissance et représentant un montant de 732 k€ en 2022.
2. Par un endettement limité, représentant 2,8 M€ (budget général) fin 2022, ce qui correspond à un délai de désendettement de seulement 3 années, soit un niveau que l'on peut qualifier de très faible.

Comparatif de l'hypothèse du DOB 2022 et des résultats du CA 2022

K€	Hyp. 2022 DOB 2022	CA 2022 prév.	Ecart
Produits de fct. courant	14 616	15 246	630
- Charges de fct. courant	13 976	14 250	274
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	640	996	356
+ Solde exceptionnel large	-131	20	150
- Produits exceptionnels larges*	5	22	17
- Charges exceptionnelles larges*	136	2	-134
= EPARGNE DE GESTION (EG)	509	1 016	506
- Intérêts	74	74	0
= EPARGNE BRUTE (EB)	435	941	506
- Capital	209	209	0
= EPARGNE NETTE (EN)	226	732	506

K€	Hyp. 2022 DOB 2022	CA 2022 prév.	Ecart
Dép. d'inv. hs annuité en capital	2 108	1 180	-928
Financement des investissements	2 174	1 903	-271

Variation de l'excédent global	66	723	657
Excédent global de clôture (EGC)	2 861	3 524	663

Dépenses	CA 2021	Hyp.2022	CA 2022 prev.	Ecart
011	1 256 510,00	1 335 000,00	1 410 810,00	75 810,00
012	5 834 036,00	6 135 000,00	6 136 482,00	1 482,00
65	2 154 256,00	2 190 000,00	2 148 905,00	-41 095,00
014	4 255 931,00	4 316 000,00	4 554 226,00	238 226,00
	13 500 733,00	13 976 000,00	14 250 423,00	274 423,00

Recettes	CA 2021	Hyp. 2022	CA 2022 prev.	Ecart
013	76 817,00	50 000,00	95 856,00	45 856,00
70	1 255 853,00	1 315 000,00	1 432 126,00	117 126,00
73	9 398 817,00	9 568 000,00	9 969 128,00	401 128,00
74	3 702 337,00	3 682 000,00	3 743 045,00	61 045,00
75	770,00	1 000,00	6 258,00	5 258,00
	14 434 594,00	14 616 000,00	15 246 413,00	630 413,00

On constate que la réalisation de 2022 (CA provisoire) s'avère meilleure que l'hypothèse prudente qui avait été faite au moment du ROB 2022 – vision limitée début 2022 quant à l'ampleur de la reprise économique et l'inflation:

1. Les produits de fonctionnement courant réalisés ont été supérieurs (+4%) à la prévision de janvier 2022. C'est notamment dû à la fiscalité pour 66% (hyp. prudentes lors du DOB 22), à de meilleures recettes familles/usagers sur la PE, Enfance, Piscine pour 19% (meilleure fréquentation).
2. Les charges de fonctionnement courant réalisées ont été supérieures (2%) à la prévision de janvier 2022. C'est essentiellement dû à l'augmentation des fluides non connue au moment du DOB et à l'augmentation des bases déf. de TEOM
3. En conséquence, l'épargne nette réalisée a été supérieure de 506 k€ à la prévision de janvier 2021
4. Les dépenses d'équipement réalisées ont été inférieures de 928 k€ à la prévision de janvier 2021. Pour autant RAR 2022 = 1 371k€

2. Prospective financière 2023-2026

Hypothèses de la prospective 2023-2026

Les principaux éléments de cadrage :

- Les notes de cadrage et la mise en place de réunions d'arbitrages avec les associations dont la subvention est supérieure à 23 k€ et avec l'ensemble des services gestionnaires. Ces réunions sont l'occasion de débattre du budget de chaque service et de réaliser les 1ers arbitrages en fonctionnement
- Le programme d'investissement déjà arbitré plusieurs fois notamment lors de la commission Finances du 9/11/22 et du bureau du 05/12 dernier (hypothèse d'un taux de réalisation de 88 % car RAR 2022 conséquent de 1 371k€)
- Prise en compte du retrait de la commune de Fontenilles dès 2023 sur 8 mois puis sur année complète
- Prise en compte des nouvelles modalités de reversement des subventions de la CAF dès 2023 qui impactent les chapitres 74 dotations et 65 subventions
- Prise en compte de la clôture des BA Espèche et Génibrat au 01/05/2023 avec reprise des provisions accumulées
- Prise en compte de la clôture du BA Roulage au 31/12/2024
- Prise en compte d'un nouveau service, le TIL à compter de 2024 et d'un nouveau bâtiment pour les ST dès 2023
- Prise en compte à minima des nouvelles installations d'entreprises à Pont Peyrin III sur la fiscalité (dès 2025) et la taxe d'aménagement (dès 2026)

Les produits de fonctionnement courant

Le retrait de Fontenilles est pris en compte sur 8 mois en 2023 et en année pleine à partir de 2024. Les évolutions de produits de fonctionnement courant sont calées sur les dynamiques passées, avec prise en compte des revalorisations importantes des bases pour cette année.

Concernant la fiscalité, la CCGT percevra la totalité des produits de l'année et reversera 8 mois à la commune de Fontenilles. C'est pour cela, que l'impact du retrait de Fontenilles n'apparaît qu'en 2024 au niveau des impôts et taxes et dès 2023 pour les dotations et produits des services.

A compter de 2026, il est pris en compte dans la fiscalité (CFE/TF), les nouvelles installations d'entreprises de Pont Peyrin III, de manière très prudente car à l'heure actuelle, il est impossible d'estimer le montant de la future fiscalité.

Impact retrait F

Le scénario est bâti sur :

- un maintien de l'attribution FPIC à hauteur 395 k€ pour la CCGT en 2023 puis entre 250k€ et 300k€ afin de ne pas impacter les communes. La CCGT subit l'impact du retrait de Fontenilles à hauteur de 100 à 150k€ dès 2024.
- La prise en compte des nouvelles modalités de versement des subventions de la CAF. Le bonus territoire (ancien CEJ) perçu entièrement par la CCGT est désormais versé directement aux structures gestionnaires dès 2023.

Cette année, la CCGT percevra pour la dernière fois le CEJ 2022 (1 400k€) et le 1^{er} acompte (70%) du bonus territoire 2023 (530 à 580k€) mis en produit exceptionnel dans la prospective.

Modalités CAF

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Moy.	2022	2023	2024	2025	2026
Produits fct courant stricts	14 358	15 151	15 252	11 963	12 331	12 687	-2,4%	5,5%	0,7%	-21,6%	3,1%	2,9%
Impôts et taxes	9 399	9 969	10 501	8 371	8 649	8 920	-1,0%	6,1%	5,3%	-20,3%	3,3%	3,1%
Contributions directes	3 127	3 156	3 376	3 077	3 195	3 318	1,2%	0,9%	7,0%	-8,9%	3,8%	3,8%
Impôts ménages	286	299	323	264	275	285	-0,1%	4,2%	8,2%	-18,2%	4,2%	3,4%
CFE	1 191	1 253	1 316	1 113	1 162	1 221	0,5%	5,2%	5,0%	-15,4%	4,3%	5,1%
CVAE / TVA	1 100	1 018	1 100	1 041	1 082	1 120	0,4%	-7,4%	8,0%	-5,4%	4,0%	3,5%
IFER	279	294	307	316	325	335	3,8%	5,5%	4,3%	3,0%	3,0%	3,0%
TA FNB	64	68	73	76	78	80	4,5%	6,8%	7,1%	3,5%	3,0%	2,1%
TASCOM	203	217	237	247	252	257	4,8%	6,9%	9,5%	4,1%	2,1%	1,8%
Rôles supplémentaires	6	8	20	20	20	20	28,6%	39,3%	152,9%	0,0%	0,0%	0,0%
Attribution de compensation reçue	916	865	850	850	825	825	-2,1%	-5,5%	-1,7%	0,0%	-3,0%	0,0%
TEOM	2 091	2 398	2 564	1 824	1 879	1 935	-1,5%	14,7%	6,9%	-28,9%	3,0%	3,0%
TVA transférée	2 770	3 040	3 195	2 257	2 347	2 430	-2,6%	9,8%	5,1%	-29,4%	4,0%	3,5%
Taxe Gemapi	86	87	92	83	83	83	-0,5%	1,2%	5,8%	-8,7%	0,0%	0,0%
Attribution FPIC	387	395	395	250	290	300	-5,0%	2,1%	0,0%	-36,8%	16,0%	3,4%
Solde impôts et taxes	23	28	28	29	29	29	5,4%	24,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Dotations et participations	3 702	3 743	3 540	2 492	2 554	2 610	-6,8%	1,1%	-5,4%	-29,6%	2,5%	2,2%
DGF	860	841	856	634	659	670	-4,9%	-2,2%	1,7%	-25,9%	4,0%	1,7%
Fonds de péréquation divers	13	13	13	12	12	11	-3,2%	3,4%	-0,1%	-5,7%	-6,3%	-6,8%
Compensations fiscales	295	321	346	332	357	389	5,7%	8,7%	7,7%	-3,9%	7,3%	9,1%
FCTVA fct	7	3	5	6	6	6	-3,1%	-51,8%	44,5%	20,0%	1,0%	1,0%
Dotation filet de sécurité		5	0	0	0	0						
Solde participations diverses	2 527	2 559	2 321	1 507	1 520	1 534	-9,5%	1,3%	-9,3%	-35,1%	0,9%	0,9%
Autres produits fct courant	1 257	1 438	1 211	1 101	1 129	1 157	-1,6%	14,5%	-15,8%	-9,1%	2,5%	2,5%
Produits des services	1 256	1 432	1 210	1 100	1 128	1 156	-1,6%	14,0%	-15,5%	-9,1%	2,5%	2,5%
Produits de gestion	1	6	1	1	1	1	5,4%	712,7%	-84,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Atténuations de charges	77	96	50	35	36	36	-13,9%	24,8%	-47,8%	-30,0%	2,0%	2,0%
PROD. FCT COURANT	14 435	15 246	15 302	11 998	12 366	12 723	-2,5%	5,6%	0,4%	-21,6%	3,1%	2,9%

Le programme d'investissement

BP 2023 : 4 444k€

Hyp. DOB 23 : 3 900k€, soit un

taux de réalisation de 88%

Envoyé en préfecture le 21/02/2023

Reçu en préfecture le 21/02/2023

Publié le

S2LO

ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE

	2023	2024	2025	2026
Pôle Petite Enfance	7	2	2	2
Renouvellement matériel PE	7	2	2	2
Pôle Jeunesse	7	7	7	7
Equipements matériels et mobiliers	7	7	7	7
Pôle Culture/Sport/Tourisme	8	57	47	0
Investissement récurrents	8	8	8	0
Création itinéraires touristiques	0	29	19	0
Itinérances promenades et rando/Street Art	0	20	20	0
Pôle Aménagement territoire	161	235	217	204
PLUI/PLH	42	25	3	3
Equipements divers et logiciels	1	1	1	1
Etudes Habitat	29	0	0	0
Habitat	4	124	128	115
Gers numérique	85	85	85	85
Pôle éco. / environnement	75	43	15	15
Matériel divers aménagement	0	8	0	
Aides aux entreprises	15	15	15	15
Gestion de l'eau	0	20	0	0
Etude requalification ZAE Buconis-Poumadères	60	0	0	0
Pôle Services techniques	3 087	2 341	1 031	660
Travaux Multi accueil	935	0	0	0
MJC (dont radio fil de l'eau)	13	0	0	0
Réhabilitation Frégouville	50	63	0	0
Travaux divers batiments	100	120	100	100
Voirie ZA	135	40	30	0
Rénovation éclairage pbc ZAE	6	6	6	0
Fouille archéologiques SDIS	24	0	0	0
Divers services techniques	30	30	30	30
Stade Monferran Savès	1 300	1 750	635	0
Rénovation énergétique Siège et Annexe	178	0	0	0
Agrandissement école de musique	0	100	0	0
Acquisition véhicule de service	14	18	0	0
Aggrandissement salle de réunion Annexe	130	91	0	0
Acquisition terrains Choulon et PPII	102	73	0	0
Travaux arrêt de bus TAD TIL	70	50	30	30
Etude structure PE et salle culturelle	0	0	100	0
Hors programme	438	310	260	220
Investissements récurrents	8	10	10	0
Informatique	280	150	100	70
RN 124	150	150	150	150
Autres opérations d'équipement	0	0	100	900
Autres opérations pour compte de tiers	119	0	0	0
Déficit budget annexe Roulage	0	600	0	0

Total DI hors dette	3 903	3 595	1 579	1 508
---------------------	-------	-------	-------	-------

Le scénario est bâti sur la réalisation d'un programme d'investissement de 10,5 M€ à horizon de 2026, comprenant des dépenses sur trois opérations majeures :

1. Les travaux du Multi accueil de Fontenilles réalisés entre 2022 et 2023,
2. Les travaux du stade de Monferran-Savès pour 3,7 M€ à réaliser sur 2022-2025.
3. La clôture de 3 budgets annexes ZA entre 2023 et 2024,

TAUX MOYEN DE FCTVA ET DE SUBVENTION	2022/2026
Taux de dép. d'équipement éligibles au FCTVA	84,42%
Taux de dép. d'éqt subventionnées	43,6%

	2022	2023	2024	2025	2026
Dép d'inv hors annuité en capital	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Financement de l'investissement	161,3%	102,9%	29,6%	93,3%	100,0%
EPARGNE NETTE	62,1%	42,0%	-0,9%	3,8%	6,5%
Ressources propres d'inv. (RPI)	17,5%	18,7%	14,1%	28,4%	35,7%
FCTVA	7,6%	13,4%	11,3%	12,6%	12,5%
Produits des cessions	0,0%	3,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Diverses RPI	9,9%	2,0%	2,8%	15,8%	23,2%
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0,0%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subventions yc DETR / DSIL	81,7%	41,1%	16,4%	28,7%	23,0%
Emprunt	0,0%	0,0%	0,0%	32,5%	34,6%

Variation de l'excédent global	61,3%	2,9%	-70,4%	-6,7%	0,0%
--------------------------------	-------	------	--------	-------	------

Quelle évolution pour les charges de fonctionnement courant ?

K€	2022	2022	2023	2024	2025	2026
Charges fct courant strictes	9 245	9 696	8 852	8 339	8 567	8 800
Charges à caractère général	1 257	1 411	1 325	1 250	1 288	1 326
Charges de personnel	5 834	6 136	5 599	5 331	5 490	5 655
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus)	2 154	2 149	1 928	1 759	1 789	1 819
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	4 256	4 554	5 338	3 313	3 368	3 424
AC	801	818	386	167	167	167
DSC	849	849	849	849	849	849
TEOM	2108	2 396	2 029	1 824	1 879	1 935
FNGIR	458	458	458	458	458	458
Reversement fiscalité Fontenilles (8 mois)			1 588			
Autres atténuations de produits	40	33	28	15	15	15
Charges fct courant	13 501	14 250	14 190	11 652	11 935	12 224

	Moy.	Evolution nominale				
		2022	2023	2024	2025	2026
Charges fct courant strictes	-1,0%	4,9%	-8,7%	-5,8%	2,7%	2,7%
Charges à caractère général	1,1%	12,3%	-6,1%	-5,7%	3,0%	3,0%
Charges de personnel	-0,6%	5,2%	-8,8%	-4,8%	3,0%	3,0%
Autres charges de gestion courante	-3,3%	-0,2%	-10,3%	-8,8%	1,7%	1,7%
Atténuations de produits	-4,3%	7,0%	17,2%	-37,9%	1,7%	1,7%
Charges fct courant	-2,0%	5,6%	-0,4%	-17,9%	2,4%	2,4%

Reversement à Fontenilles	Produit CFE	166
	Produit TH	14
	Produit TFB + TFNB (2k€)	35
	Produits 4 taxes	215
	CVAE	69
	TASCOM	6
	IFER	51
	TAFNB	5
	TVA	690
	Contributions directes "larges"	1 036
	TEOM	535
	GEMAPI	17
	Fiscalité	1 588

Impact retrait F

Modalités CAF

L'évolution des charges sur 2022 est identique à l'évolution des recettes, soit 5,6%.

Pour les années 2023-2024, les charges de fonctionnement courant sont en diminution du fait de la prise en compte du départ de Fontenilles (charges multi accueil, ALAE/ALSH, participation syndicats, charges de personnel...).

Les atténuations de produits augmentent, en 2023, du reversement de la fiscalité à Fontenilles de 1588k€ pour 8 mois.

Les charges de gestion courante sont en baisse du fait des nouvelles modalités de versement des subventions de la CAF. Cette dernière va verser directement aux associations le bonus territoire, qui est donc déduit de leur montant de subvention.

A partir de 2025, l'évolution des charges est à nouveau en hausse de 2,4% alors que dans le même temps les recettes évoluent quant à elles de 3%.

Il faudra surveiller l'évolution des coûts de l'électricité, de l'alimentation, du transports et des matières premières qui ont un impact direct sur le budget des services.

Il est pris en compte en 2024 la création d'un nouveau service, le TIL (transport d'initiative locale).

La prise en compte du retrait de Fontenilles

Le retrait de Fontenilles de la CCGT est prévu pour le 30/04/2023. Ce retrait entrainera notamment une diminution des produits et charges courantes de la CCGT. L'impact de ce retrait est donc négatif, avec un transfert de recettes fiscales, compensations DGF et FPIC (part communautaire) supérieures de près de **400 k€ en valeur 2022** à la somme des charges nettes relatives à l'exercice des compétences, de l'AC versée et du reversement TEOM.

Cet impact (données du CA 2022) s'est creusé du fait de la dynamique des produits de la fiscalité sur le territoire et notamment sur Fontenilles. La part de l'épargne brute courante liée à Fontenilles représente sur 2022, 41% de l'épargne brute courante de la CCGT.

Pour rappel, présentation DOB 2022

Fiscalité	2 073
+ Compensations fiscales	24
+ DGF et FPIC	318
= Recettes fiscales, compensations, DGF et FPIC	2 415
Charges nettes* compétences	614
+ Charges services support petite enfance / jeunesse	110
+ Charges services ADS	36
+ AC versée	642
+ Reversement TEOM	656
= Charges nettes totales	2 058
Impact retrait Fontenilles	-358

* nettes des produits des services et diverses dotations relatives à l'exercice des compétences

Recettes et dépenses budget CCGT 2022 au titre de Fontenilles

	2022
Fiscalité	2 250
+ Compensations fiscales	29
+ DGF	201
+ FPIC	120
= Recettes fiscales, compensations, DGF et FPIC	2 600
Charges nettes* compétences	578
+ Charges services support petite enfance / jeunesse	109
+ Charges services ADS	38
+ AC versée	657
+ Reversement TEOM	749
+ Reversement Fontenilles	
+ Provision ZAE Espèche	61
= Charges nettes totales	2 191

Impact Fontenilles	408
dont épargne nette Fontenilles	194
dont impact hors épargne nette fontenilles	215

* nettes des produits des services et diverses dotations relatives à l'exercice des compétences

	2022
Excédent Brut Courant	996
EBC Fontenilles	409
EBC hors Fontenilles	587

Conclusions concernant la prospective financière

Reprise provision 240k€
+ bonus territoire 550k€

CEJ année pleine + accords
sortie Font. 189k€

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits de fct. courant	14 435	15 246	15 302	11 998	12 366	12 723
- Charges de fct. courant	13 501	14 250	14 190	11 652	11 935	12 224
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	934	996	1 112	346	432	499
+ Solde exceptionnel large	-96	20	804	14	14	14
= Produits exceptionnels larges*	40	22	805	15	15	15
- Charges exceptionnelles larges*	136	2	1	1	1	1
= EPARGNE DE GESTION (EG)	838	1 016	1 916	360	446	513
- Intérêts	80	74	65	87	79	84
= EPARGNE BRUTE (EB)	759	941	1 851	273	367	429
- Capital	206	209	213	307	307	331
= EPARGNE NETTE (EN)	553	732	1 638	-34	59	98

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dép. d'inv. hs annuité en capital	1 149	1 180	3 903	3 595	1 579	1 508
Dép. d'inv. hs dette	1 149	1 180	3 903	3 595	1 579	1 508
Dépenses d'équipement	1 148	995	3 784	2 995	1 579	1 508
Dépenses directes d'équipement	903	882	3 549	2 760	1 344	1 273
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	245	113	235	235	235	235
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	0	0	119	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'inv.	1	184	0	600	0	0
Remboursements anticipés	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements	1 489	1 903	4 014	1 065	1 474	1 508
Epargne nette	553	732	1 638	-34	59	98
Ressources propres d'inv. (RPI)	559	206	729	507	448	538
FCTVA	95	90	524	407	198	188
Produits des cessions	352	0	125	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0
Diverses RPI	113	117	80	100	250	350
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	0	0	40	0	0	0
Fonds affectés (amendes...)	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	377	964	1 607	591	453	347
Emprunt	0	0	0	0	513	525

Variation de l'excédent global	340	723	111	-2 530	-105	0
--------------------------------	-----	-----	-----	--------	------	---

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Excédent global de clôture (EGC)	2 801	3 524	3 635	1 105	1 000	1 000

K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours corrigé au 31.12	3 071	2 862	2 649	2 342	2 548	2 742
Epargne brute	759	941	1 851	273	367	429
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE	4,0	3,0	1,4	8,6	7,0	6,4

Une année 2023 exceptionnelle à plus d'un titre :

La prise en compte du projet de budget pour 2023 et d'une hypothèse de réalisation correspondante (voir ci-après) conduit à une année exceptionnelle liée :

- À la revalorisation des bases fiscales
- Au départ de Fontenilles en cours d'année qui permet à la CCGT de bénéficier des dynamiques fiscales, de la DGF et du FPIC en année pleine
- A la prise en compte des accords politiques de retrait de Fontenilles : ex. soulte 147k€, reversement TA des 2 terrains non vendus de l'Espèche 42k€, partage du déficit des zones et reprise de la provision constitué depuis 4 ans (4X60k€)
- A la perception de la CAF (1 400k€) d'un CEJ complet (2022) alors que la CCGT n'aura certaines dépenses que sur 4 mois et aux nouvelles modalités de versement de la CAF qui permet à la CCGT de bénéficier d'un apport sur l'année de 530 à 580k€ (bonus territoire)

Il est à noter un niveau d'épargne net exceptionnel en 2023, (1 638k€) qui chute en 2024 avec l'impact en année pleine du retrait de Fontenilles et l'évolution des charges de fonctionnement strictes (+4%) puis qui remonte timidement sur 2025 et 2026 (stabilisation des charges strictes courantes à 3%).

Conclusions concernant la prospective financière

1. Si la situation financière actuelle de la CCGT est tout à fait satisfaisante, néanmoins la prospective financière à horizon de 2024, démontre une dégradation rapide de celle-ci et ce pour trois raisons :
 - L'importance des transferts de charges des dernières années a conduit à ce que la communauté assume un niveau de charges courantes élevé, avec en contrepartie des reversements d'AC faibles : la part des charges évolutives relatives aux compétences de la communauté (charges courantes « strictes ») est aujourd'hui de 67% contre 35% seulement en 2014.
 - la communauté affiche un PPI qui conduit à majorer fortement les dépenses d'investissement hors dette à réaliser sur les prochains exercices, ce qui se traduira par une croissance de la charge d'annuité de dette (mise en place de l'emprunt à compter de 2025).
 - Le retrait de Fontenilles impacte l'épargne nette de la CCGT de 400k€ par an
2. La trajectoire financière est donc très fragile et non stabilisée, marquée par un déficit d'épargne nette sur 2024. L'exécution de l'année 2023 sera décisive avant de s'interroger sur une éventuelle augmentation de la fiscalité.
3. La prospective financière a été relativement compliquée à mener car de nombreuses incertitudes pèsent sur le retrait de Fontenilles en terme d'écritures comptables (pas d'éléments concrets de la DDFIP) et sur les hypothèses financières à compter de 2024.
4. En conclusion, il est important d'adapter le projet de territoire suite au départ de Fontenilles et de prendre en compte une capacité financière diminuée afin que « la CCGT ne vive pas au dessus de ses nouveaux moyens » - 2 points de vigilance :
 1. La croissance des charges courantes « strictes » : celles-ci devra être adaptée à la croissance des produits courants
 2. Le programme pluriannuel d'investissement

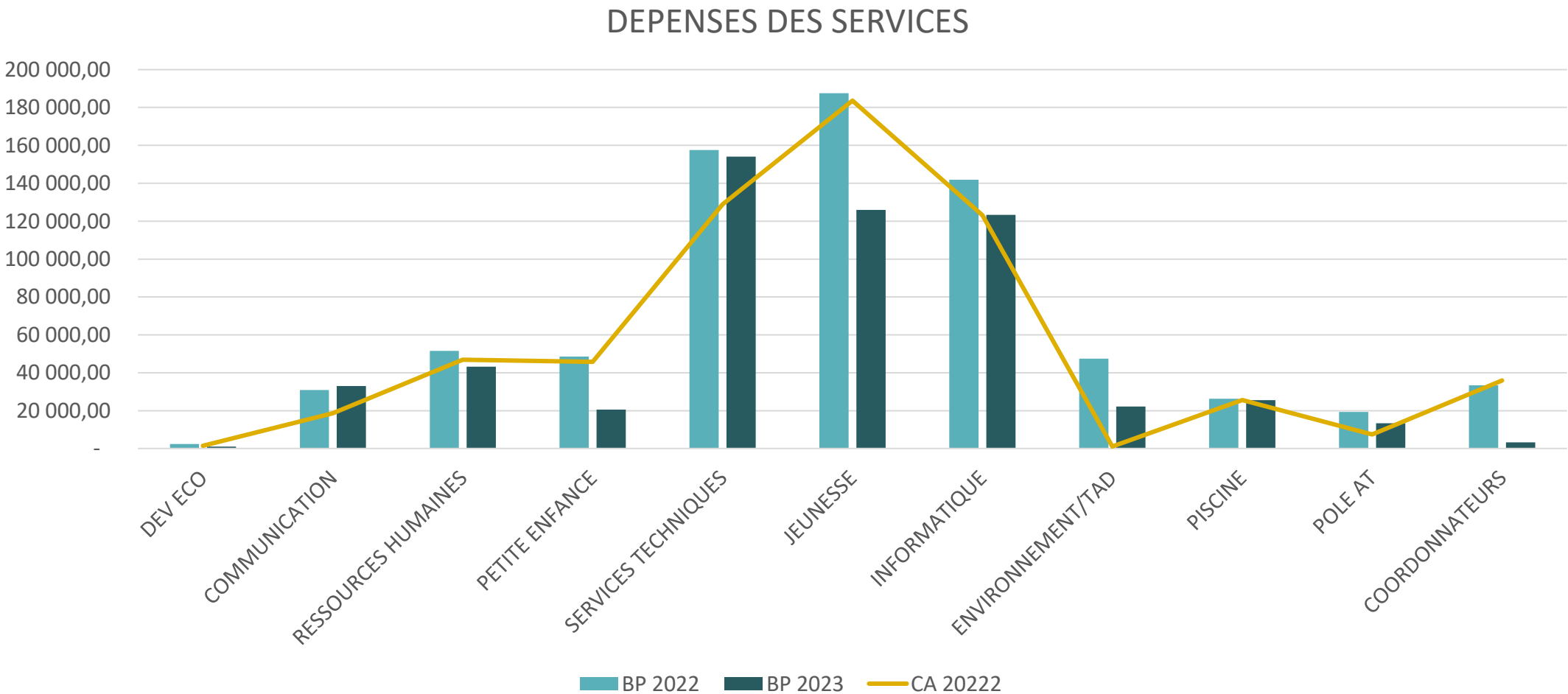
3. Le projet de BP 2023 basé sur la prospective financière

Chapitre 011 – dépenses à caractère général

BP 2023 : 1 440 k€
Hyp 2023 : 1 323 k€
Envoyé en préfecture le 21/02/2023
Reçu en préfecture le 21/02/2023
Publié le
ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE

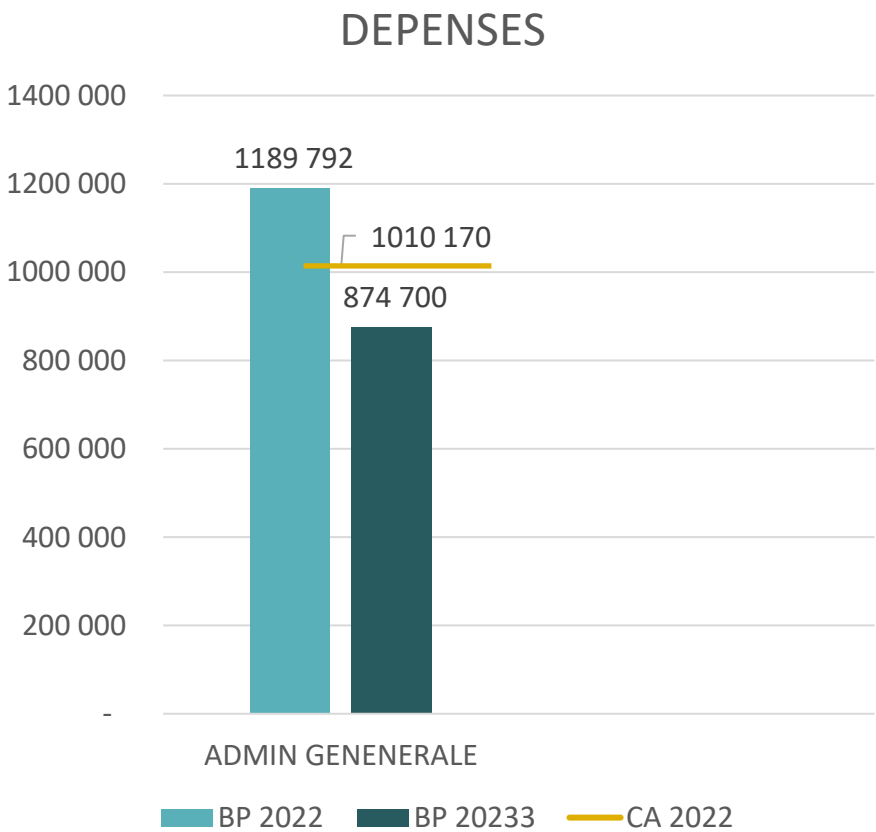
S²LO

- ❑ La prospective a été réalisée en se basant sur un taux de réalisation de 92% du chapitre 011, soit 1 323k€ pour un BP prévisionnel 2023 de 1 440 k€.
- ❑ Réunions d’arbitrage avec les services les 10, 12 et 13 janvier
- ❑ Prise en compte du retrait de Fontenilles au 30/04/2023



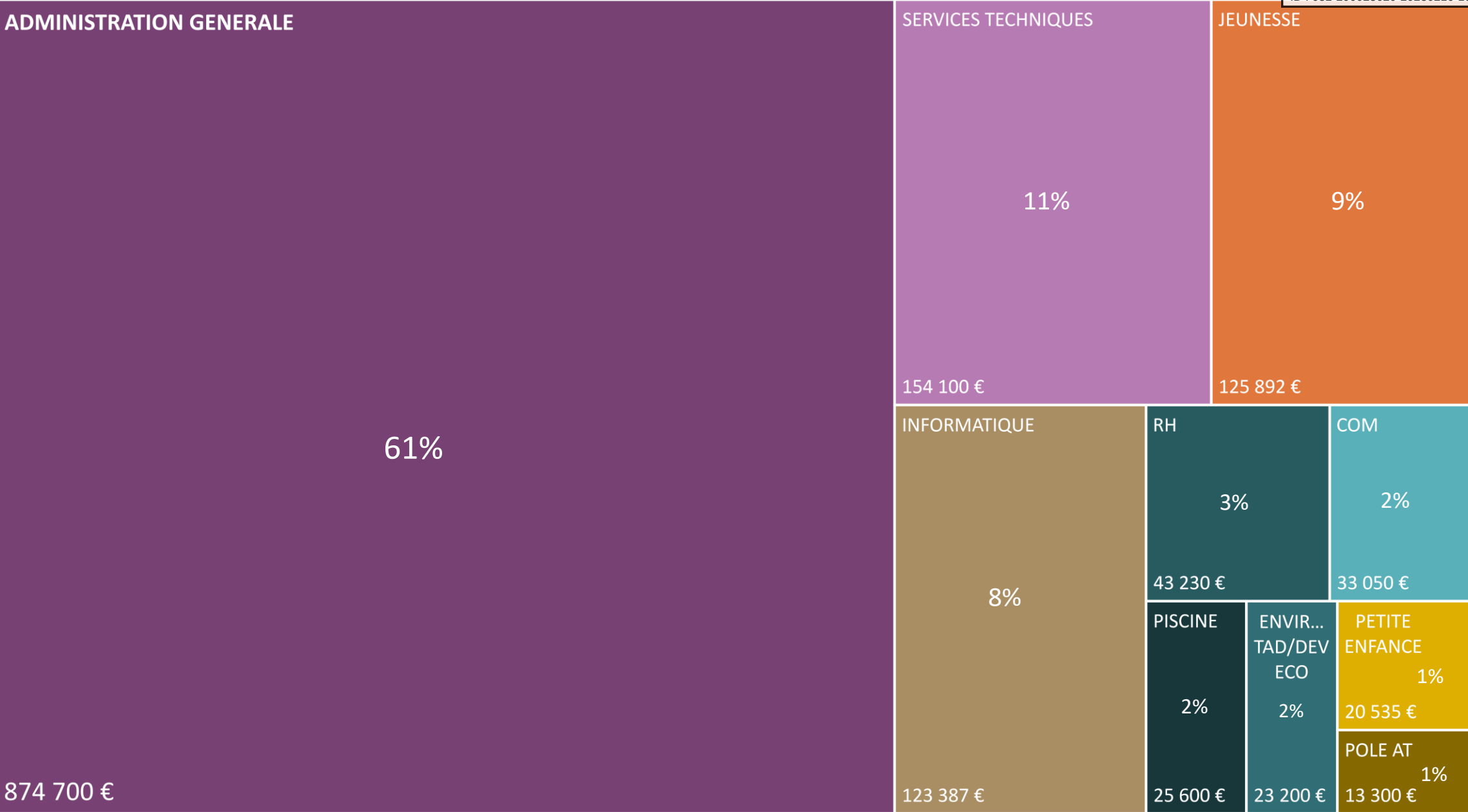
Chapitre 011 – dépenses à caractère général

Les dépenses de l’administration générale regroupent les dépenses globales des fluides des différents bâtiments (eau, électricité, gaz), l’entretien des bâtiments, les refacturations des communes à la CCGT (Jeunesse, ST), les services bancaires et les cotisations diverses.



SERVICES	BP 2022	CA 2022	BP 2023
DEV ECO	2 418	1 518	1 000
COM	30 950	18 664	33 050
RH	51 565	46 844	43 230
PETITE ENF	48 565	45 805	20 535
ST	157 482	128 871	154 100
JEUNESSE	187 554	183 635	125 892
INFO	141 894	123 172	123 387
ENV/TAD	47 500	1 101	22 200
PISCINE	26 250	25 556	25 600
POLE AT	19 300	7 468	13 300
COORDO	33 400	35 926	3 300

Chapitre 011 – Poids des services dans le BP 2023



Chapitre 012 – Charges de personnel

BP 2023 : 5 666k€
Hyp 2022 : 5 595k€ (99%)

Envoyé en préfecture le 21/02/2023
Reçu en préfecture le 21/02/2023
Publié le
ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE

S2LOW

DEPENSES	POLE AT					ADMINISTRATION / ST				
	CA 2020	CA 2021	BP + DM 2022	CA 2022	BP 2023	CA 2020	CA 2021	BP + DM 2022	CA 2022	BP 2023
BRUT TIT					255 136,05 €					892 341,01 €
GVT					1 913,52 €					6 692,56 €
CH PAT TIT avec GVT					113 513,08 €					382 704,98 €
BRUT NT					94 084,49 €					130 253,57 €
CH PAT NT					37 964,28 €					58 749,36 €
BRUT TOTAL		326 076,17 €	362 793,00 €	370 216,05 €	349 099,74 €	723 872,83 €	797 646,92 €	904 946,00 €	900 037,61 €	1 021 140,14 €
CP TOTAL		124 826,15 €	139 261,00 €	133 337,83 €	137 122,55 €	275 049,67 €	306 443,75 €	345 496,00 €	333 995,27 €	402 880,49 €
TOTAL MASSE SALARIALE	409 107,16 €	450 902,32 €	502 054,00 €	503 553,88 €	486 222,29 €	998 922,50 €	1 104 090,67 €	1 250 442,00 €	1 234 032,88 €	1 424 020,63 €
6217 - refacturation						60 810,64 €	43 921,91 €	47 500,00 €	47 722,54 €	41 500,00 €
6218 - autres perso (stag BAFA, comm enquet)		0,00 €	16 000,00 €	5 599,30 €	0,00 €					
6455 - assurance perso						51 234,16 €	59 145,61 €	26 700,00 €	26 105,62 €	27 490,00 €
6457 - cotisation soc apprentis										
6474 - versement action sociale Plurelya		1 990,00 €	1 990,00 €	1 791,00 €	1 592,00 €		4 975,00 €	4 776,00 €	4 776,00 €	5 373,00 €
6475 - médecine travail	210,00 €	131,10 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €	37,50 €	150,00 €	150,00 €	100,00 €	150,00 €
6478 - participation employeur	2 720,00 €	3 458,22 €	2 679,00 €	2 627,12 €	2 034,33 €	7 180,00 €	7 348,00 €	7 736,00 €	7 502,67 €	8 147,00 €
6488 - part employeur chq déj + télétravail	8 782,20 €	9 263,80 €	13 805,00 €	13 025,81 €	14 354,81 €	20 277,60 €	21 609,00 €	31 122,00 €	28 799,35 €	38 573,85
TOTAL 012	420 819,36 €	465 745,44 €	536 578,00 €	526 597,11 €	504 253,42 €	1 138 462,40 €	1 241 240,19 €	1 368 426,00 €	1 349 039,06 €	1 545 254,48 €

DEPENSES	PISCINE					JEUNESSE				
	CA 2020	CA 2021	BP + DM 2022	CA 2022	BP 2023	CA 2020	CA 2021	BP + DM 2022	CA 2022	BP 2023
BRUT TIT					31 815,12 €					964 244,28 €
GVT					238,61 €					7 231,83 €
CH PAT TIT avec GVT					14 749,86 €					404 839,46 €
BRUT NT					97 514,36 €					749 235,25 €
CH PAT NT					45 352,44 €					301 007,46 €
BRUT TOTAL		126 802,13 €	125 547,00 €	121 305,49 €	129 084,49 €		1 846 324,80 €	2 113 703,00 €	2 088 728,13 €	1 708 686,79 €
CP TOTAL		51 706,59 €	51 797,00 €	49 362,82 €	54 787,34 €		716 838,55 €	717 312,00 €	680 290,49 €	700 317,68 €
TOTAL MASSE SALARIALE	145 126,77 €	178 508,72 €	177 344,00 €	170 668,31 €	183 871,83 €	2 335 657,46 €	2 563 163,35 €	2 831 015,00 €	2 769 018,62 €	2 409 004,48 €
6217 - refacturation	0,00 €					361 770,97 €	349 272,31 €	285 700,00 €	271 681,00 €	221 400,00 €
6218 - autres perso (stag BAFA, comm enquet)						600,00 €	750,00 €	800,00 €	1 200,00 €	1 000,00 €
6455 - assurance perso										
6457 - cotisation soc apprentis										
6474 - versement action sociale Plurelya		796,00 €	1 143,00 €	995,00 €	995,00 €		19 900,00 €	16 318,00 €	16 318,00 €	12 736,00 €
6475 - médecine travail	75,00 €	0,00 €	50,00 €	0,00 €	50,00 €	373,40 €	625,00 €	600,00 €	545,10 €	500,00 €
6478 - participation employeur	480,00 €	480,00 €	485,00 €	480,00 €	483,60 €	12 506,91 €	13 125,59 €	12 995,00 €	13 806,13 €	12 024,57 €
6488 - part employeur chq déj	3 263,40 €	4 351,20 €	4 836,00 €	4 677,60 €	5 314,96 €	4 111,80 €	4 011,00 €	5 572,00 €	5 345,00 €	5 529,24 €
TOTAL 012	148 945,17 €	184 135,92 €	183 858,00 €	176 820,91 €	190 715,39 €	2 715 020,54 €	2 950 847,25 €	3 153 000,00 €	3 077 913,85 €	2 662 194,29 €

Chapitre 012 – Charges de personnel

DEPENSES	Petite Enfance				
	CA 2020	CA 2021	BP + DM 2022	CA 2022	BP 2023
BRUT TIT					191 217,71 €
GVT					1 434,13 €
CH PAT TIT avec GVT					83 583,75 €
BRUT NT					313 852,43 €
CH PAT NT					115 316,69 €
BRUT TOTAL		713 822,88 €	731 356,00 €	742 095,07 €	504 817,68 €
CP TOTAL		267 598,77 €	269 768,00 €	254 491,60 €	195 636,31 €
TOTAL MASSE SALARIALE	848 455,13 €	981 421,65 €	1 001 124,00 €	996 586,67 €	700 453,99 €
6217 - refacturation	1 302,13 €	0,00 €			
6218 - autres perso (stag BAFA, comm enquet)					
6455 - assurance perso					
6457 - cotisation soc apprentis					
6474 - versement action sociale Plurelya		4 577,00 €	3 980,00 €	3 980,00 €	1 592,00 €
6475 - médecine travail	250,00 €	150,00 €	100,00 €	125,00 €	50,00 €
6478 - participation employeur	4 542,62 €	3 555,33 €	3 145,00 €	3 140,00 €	1 686,60 €
6488 - part employeur chq déj	1 663,20 €	2 363,03 €	2 529,00 €	2 279,61 €	3 264,13 €
TOTAL 012	856 213,08 €	992 067,01 €	1 010 878,00 €	1 006 111,28 €	707 046,71 €

total CA 2019	5 458 586,63 €
total CA 2020	5 279 461,00 €
total CA 2021	5 834 036,00 €
total BP + DM 2022	6 252 740,00 €
total CA 2022	6 136 482,21 €
BP 2023	5 609 464,29 €
BP 2023+ nouveaux dispositifs	5 666 464,29 €
DETAILS NOUVEAUX DISPOSITIFS 2023	
CIA	25 000,00

Estimation 2023 avec Fontenilles en année complète : 6 681 135€

Données relatives à l'évolution de la masse salariale :

Des surcoûts liés :

1. Aux dispositifs nationaux :

- Revalorisation des catégories B (réévaluation des grilles au 01/09/2022) sur année complète
- Augmentation de la valeur du point (+3,5% au 01/07/2022) sur année complète, revalorisation SMIC (et donc indice minimum de paie) au 01/01/2023

2. Aux nouveaux recrutements et reclassements (220k€) :

- Chargé de coopération territoriale petite enfance, enfance et animation de la vie sociale au 01/03/2023 : + 40k€
- Chargé de coopération territoriale Parentalité inclusion / référent handicap au 01/02/2023: + 42k€
- Conseiller en énergie partagée au 01/02/2023: +44k€
- Directrice adjoint de la crèche familiale au 01/05/2023 (28h) : +24k€
- Reclassement d'un agent jeunesse à un poste administratif suite à une inaptitude au 01/02/2023 : +35k€
- Surcoût lié aux agents administratifs qui n'ont pas souhaité muter à Fontenilles et sans nouvelle affectation : +37k€

3. Aux propositions internes de mise en place du CIA :

- Mise en œuvre du CIA (CIA voté à 0 depuis 2017) sur 6 mois en 2023: 25k€

Chapitre 012 – Charges de personnel

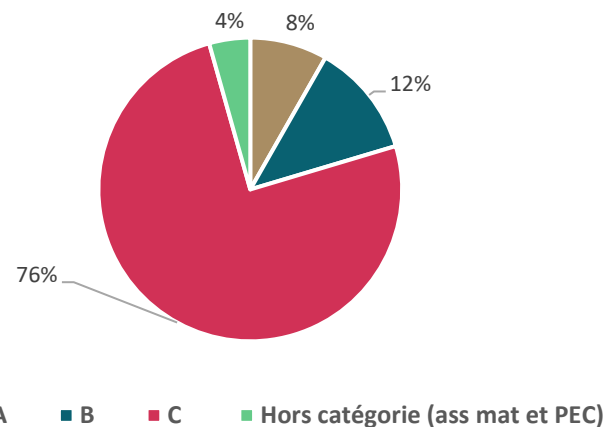
STRUCTURE DES EFFECTIFS

Au 1^{er} janvier 2023, la CCGT compte **204 agents répartis comme suit :**

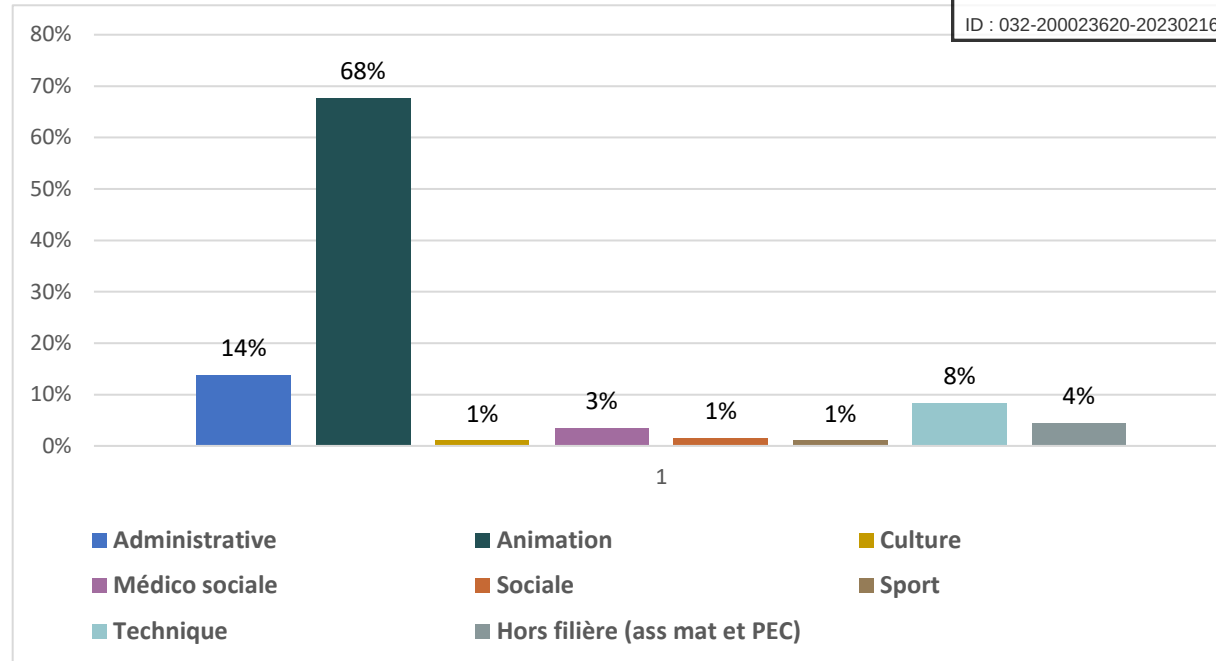
- 138 agents Jeunesse
- 27 agents Adm/ST
- 27 agents PE
- 11 agents Aménagement du territoire
- 1 agent Piscine

Soit **104 titulaires** et **100 contractuels (dont assistantes maternelles)** pour **144 ETP**.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR FILIÈRE



TEMPS DE TRAVAIL

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la durée légale de travail pour un agent à temps complet est de 1 607 heures annuelles. Cela se traduit par :

- l’attribution de jours compensatoires/RTT pour les services administratifs et techniques,
- le maintien du temps de travail et donc une diminution des jours de congés pour le service du SAAD et du multi-accueil de Fontenilles.
- Une modification de la durée annuelle à réaliser pour les services Enfance Jeunesse et Piscine (déjà annualisés) et le passage en annualisation pour les agents de l’ÉPIC Office de tourisme

Envoyé en préfecture le 21/02/2023

Reçu en préfecture le 21/02/2023

Publié le

ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE

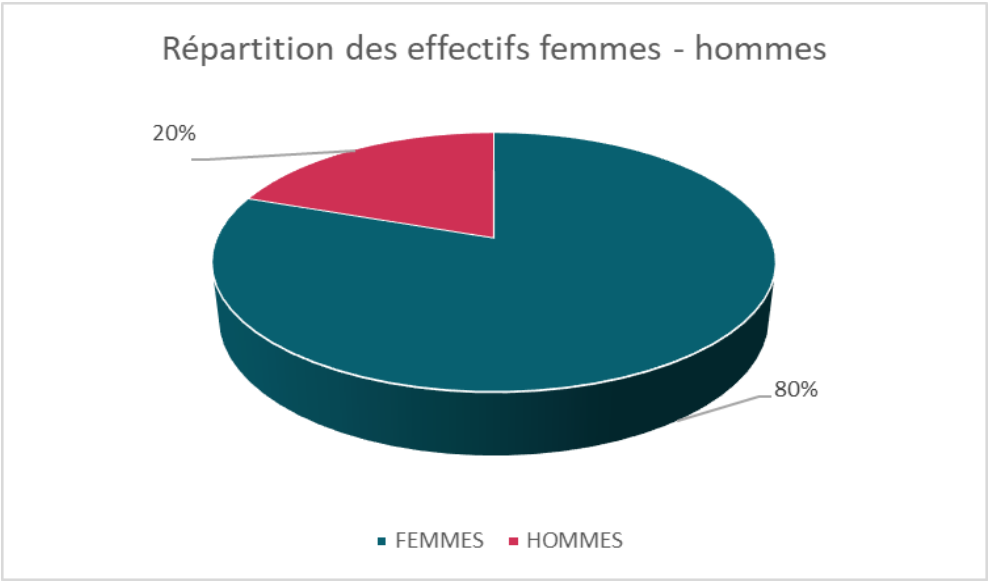
S²LO

ÂGE MOYEN DES EFFECTIFS 2022

Au 1^{er} janvier 2023, l'âge moyen, tout statut confondus est de **41 ans** (45 ans pour les fonctionnaires et 36,5 ans pour les contractuels) - 45,2 ans en moyenne dans la FPT (données 2018)

7 agents ont 60 ans et plus (4 titulaires et 3 contractuels)

RÉPARTITION DES EFFECTIFS FEMMES HOMMES



CARRIÈRE

- 116 agents ont avancé d'échelons (dont environ 60% grâce à la bonification d'ancienneté d'1 an attribué à certains grades de la catégorie C)
- 14 agents sur 33 ont bénéficié d'un avancement de grade
- 1 agent a bénéficié d'une promotion interne sur 3 dossiers déposés auprès du CDG : 1 agent promu sur le grade d'agent de maîtrise
- **64% des agents ont bénéficié d'une évolution de carrière**

FORMATION

- 386 jours de formation réalisées sur 491 jours prévus
- 94 agents ont suivi au moins une formation en 2022, soit **46% des agents**

RETRAIT DE FONTENILLES

Depuis l'annonce du retrait de la ville de Fontenilles, la Direction et le service RH préparent le volet RH de ce retrait qui concerne environ :

- 50 agents au service Jeunesse Fontenilles
- 20 agents au multi-accueil
- 5 agents des services support

Le service RH et les directions générales de chaque collectivité ont rencontré les agents concernés à l'occasion de réunions collectives, puis individuelles. Des propositions en interne sont en cours pour les agents ne souhaitant pas muter à la ville de Fontenilles.

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

❑ **Comme chaque année, une lettre de cadrage a été adressée, le 06 octobre aux 6 associations percevant une subvention supérieure à 23 000 € et le 7 octobre dernier aux autres associations :**

- Pas d'augmentation des subventions allouées aux associations,
- Recherche de pistes d'économies ou nouvelles recettes,
- Seule l'association Claude NINARD se voit attribuer une augmentation de 3% en lien avec les conclusions de l'étude Petite Enfance pour un rééquilibrage progressif de la subvention.
- Aucune nouvelle mission ne sera subventionnée hors nouvelle compétence transférée
- Contexte budgétaire contraint (inflation, coût de l'énergie), incertitudes financières liées au départ de Fontenilles

❑ **Pour les associations dont la subvention est supérieures à 23 000 €, elles ont été reçues le 15 décembre dernier lors d'une réunion de présentation de leur demande de subvention 2023.**

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

	2020	2020	2021	2021	2022	Cout réel supplém.	2022	Subv. 2023	Subv. 2023
	sollicitée	octroyée	sollicitée	octroyée	sollicitée		octroyée	sollicitée	Acté au bureau du 17-01
API	992 042 €	991 292 €	1 001 225 €	991 292 €	955 466 €	- 35 826 €	953 466 €	666 925,25	658 285 €
API – France Service			15 833 €	15 833 €	47 499 €		47 499 €	47 499 €	47 499 €
CLAUDE NINARD	190 890 €	190 890 €	190 000 €	190 000 €	190 000 €	0	190 000 €	145 239 €	145 239 €
OIS	67 000 €	67 000 €	66 000 €	65 200 €	65 000 €	- 200 €	65 000 €	65 000 €	65 000 €
ÉCOLE DE MUSIQUE	134 500 €	132 500 €	132 500 €	132 500 €	155 630 €	+ 23 130 €	145 630 €	134 500 €	132 500 €
MJC	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	0	32 000 €	34 000 €	32 000 €
FRMJJC	56 612 €	56 612 €	56 612 €	56 612 €	56 612 €	0	56 612 €	56 612 €	56 612 €

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

□ API

Pour rappel, les subventions 2020 et 2021 se sont décomposées ainsi : 944 272 € (subvention années précédentes) + 23 520 € (CEJ Chargés coopération) + 500 € (CLAS) + 13 000 € (transfert de compétence CISPD commune de l'Isle Jourdain – CLECT 2020) + 10 000 € (nouvelle subvention) = **991 292 €**.

Pour 2022, il a été demandé à API d'enlever de la subvention demandée le poste de chargée de coopération territoriale Parentalité (0,4 etp) qui ne pèse plus sur l'association (qui a été remplacé par le poste de chargé de mission TEM 0,5 etp), soit une subvention de **953 466 €**.

Pour 2023, il a été demandé à API :

- de ne pas prendre en compte le poste de CCT Jeunesse/habitat qui va être pris en charge par la CCGT (recrutement direct) – 62 995 €
- De prendre en compte les nouvelles modalités de paiement de la CAF pour le bonus territoire (ancien CEJ), versé directement au gestionnaire à compte de 2023. ce dernier étant versé par acompte, les associations ne percevront cette année que 70 % de montant total. La CCGT doit prendre en charge les 30 % restants. A compter de 2024, les associations percevront l'intégralité du bonus territoire
- CEJ 2021 API: 309 958,71 € - CEJ 2021 API sans CCT : 269 672,31 €
- 70 % bonus territoire : 188 770,61 €
- **Subvention sollicitée : 658 285 + 188 770 = 847 055 soit 62 244 € de moins que le montant sollicité l'année dernière (= salaires du CCT 62 995 €)**
- **Subvention sollicitée complémentaire : 8 640 €** représentant la prise en charge de la téléphonie et internet de la Maison de l'Enfance à hauteur de 6 000 € + la prise en charge des Groupe d'Analyse de Pratique pour l'ensemble du personnel du multi accueil, rendue obligatoire par la PMI évalués à 2 640 € pour l'année 2023

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

❑ École de musique - augmentation de la demande de subvention de 2 000 €

Rappel subvention 2022 : augmentation de 13 130 €. Cette hausse s'expliquait par l'indemnité de licenciement pour inaptitude de l'assistante administrative qui s'élève à 10 034 €. Des frais d'avocat pour 3 000 € ont également été inscrits au budget.

L'association indique que le BP 2023 fait apparaître un déficit de 3 000 € lié aux frais d'avocat (procédure prud'homme toujours pas statuée) et augmentation de salaires (SMIC, valeur du point)

2022 : année exceptionnelle réorganisation de l'association et mise en place de nouvelles activités comme les cours individuels aux écoliers

Subvention sollicitée complémentaire : 2000 € par rapport à la subvention 2021

❑ MJC– demande d'une augmentation de 2 000 €

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

❑ Claude NINARD – Augmentation du budget de 5 700 €

La demande de subvention 2023 tient compte :

- d'une augmentation de 3 % soit 5 700 € (lettre de cadrage),
- de prendre en compte les nouvelles modalités de paiement de la CAF pour le bonus territoire (ancien CEJ), versé directement au gestionnaire à compte de 2023. ce dernier étant versé par acompte, les associations ne percevront cette année que 70 % de montant total. La CCGT doit prendre en charge les 30 % restants. A compter de 2024, les associations percevront l'intégralité du bonus territoire
- CEJ 2021 : 72 086,31 €
- 70 % bonus territoire : 50 460,42 €
- **Subvention sollicitée : 190 000 - 50 460 + 5 700= 145 239 €**

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

☐ Associations dont la subvention est inférieure à 23 k€

SUBVENTIONS - 65748	SOLLICITE 2020	MONTANT OCTROYE 2020	SOLLICITE 2021	OCTROYE 2021	SOLLICITE 2022	OCTROYE 2022	SOLLICITE 2023	ACTE AU BUREAU DU 17-01-2023
ADDA (association dép de développemetn des arts) 33	4 904,00	3 500,00	4 000,00	3 500,00	4 000,00	3 500,00	4 000,00	2 750
Arbre et paysage 32 (830)	7 500,00	6 270,00	8 340,00	8 340,00	8 626,00	8 824,00		
Arbre et paysage d'Autan (830)						675,00	6 519,00	6 519
ADIE (90)	1 350,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000
CIDFF 100	1 250,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	1 250
Culture Porte de Gascogne 33	11 179,50	7 000,00	11 319,50	7 000,00				
GERS DEVELOPPEMENT 90		5 000,00	10 000,00	5 000,00	13 990,00	5 000,00		5 000
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)	4 000,00	3 000,00	4 000,00	3 000,00	4 000,00	3 000,00	4 000,00	2 750
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)- convention	10 000,00	10 000,00	25 000,00	20 000,00	30 000,00	21 574,00	33 426,00	33 426
LA RONDE DES CANAILLOUX (Jeun)	8 271,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00	16 585,00	7 000
L'EN-JEUX (Jeun)	19 963,00	17 963,00	19 963,00	17 963,00	19 963,00	17 963,00	10 157,00	10 157
LISLACTION 90	5 000,00	4 000,00	5 000,00	4 000,00	5 000,00	4 000,00	5 000,00	4 000
L'OUTIL EN MAIN 90	900,00	900,00	900,00	900,00	900,00	900,00	900,00	900
MISSION LOCALE DU GERS 13	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000
PARERA SOS MADAGASCAR 13				500,00				
SESAME 13		1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	2 000,00	1 000
VELOSCOPE 90	3000 al	3 000,00	4 000,00	3 000,00	4 000,00	3 000,00	4 000,00	1 000
RESEAU INITIATIVE GERS 90						3 200,00	5 116,00	5 116
Assoc des anciens Combattants	3 149,20	3 149,20	3 200,00				pas de montant	0
	77 317,50	75 454,00	105 043,50	85 724,00	103 000,00	84 157,00	94 953,00	82 868,00

- Prise en compte de 70 % du bonus territoire pour la Ronde des Canailloux et l’Enjeux : subvention directement versée par la CAF à l’association et non plus à la CCGT
 - La Ronde des Canailloux : 2 780,35 € (8 271 € - 2 780,35 € = 5 490,65 € à verser pour rester à subvention constante)
 - L’Enjeux : 6 864,29 € (17 963 € - 6 864,29 € = 11 098,71 € à verser pour rester à subvention constante)
- En 2024, les associations percevront 100 % du bonus territoire, la CCGT ne versera plus les 30 % de cette année.

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

☐ Participations aux syndicats

PARTICIPATIONS - 655 48	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	MONTANT OCTROYE 2020	SOLLICITE 2021	OCTROYE 2021	SOLLICITE 2022	OCTROYE 2022	SOLLICITE 2023	ACTE AU BUREAU DU 17-01
GERS NUMERIQUE (syn mixte) 816	21 699,00	26 000,00	26 000,00	25 500,00	25 707,64	29 500,00	31 505,84	29 500	29500
GEMAPI (830)	88 682,00	88 682,00	88 682,00	89 000,00					
SYNDICAT MIXTE MANEO - participation à l'habitant 524	5 703,00	6 260,52	6 260,52	6 800,00	6 790,80	7 320,00	7 319,68	6 672	6 672
SYNDICAT MIXTE MANEO - participation coût de l'aire 524	49 306,00	56 184,00	56 184,00	58 350,00	58 350,00	58 000,00	59 788,28	61 480	61 480
SCOT de Gascogne (syn mixte) 820	39 479,40		40 000,00	45 958,00	46 636,34	47 500,00	57 871,22	43 145	43 145
PETR 100	62 607,00	67 077,00	67 077,00	67 917,00	67 917,00	80 059,00	80 059,00	59 700	59 700
SYGRAL 830					2 000,00	1 850,00	1 850,00	1 850,00	1 850
SYNDICAT MIXTE GARONNE AUSSONELLE 830					26 742,42	27 301,00	27 301,01	27 301,01	25 000
SYNDICAT DE GESTION DE LA SAVE 830						61 000,00	59 682,00	59 682,00	61 474
SYNDIC MIXTE GNNE AUSSONELLE Convention							7 450,00	2 483	2 483
					234 144,20	297 593,00	332 806,03	291 813,01	291 304,00

☐ Subventions d'équilibre aux services de rattachement

SUBVENTIONS services de rattachement Budgets autonomes	Subv BP 2021	Mandaté CA 2021	Subv BP 2022	Mandaté CA 22	Subv BP 2023
CIAS Gascogne Toulousaine - 657362	5 119,00	2 927,55	4 322,00	3 671,67	4 650,00
SAAD (budget annexe CIAS) - 657362	63 233,00	63 233,00	70 000,00	70 000,00	58 000,00
EPIC Office de tourisme - 657364	125 350,00	115 350,00	112 265,00	85 520,48	113 609,00
	193 702,00	181 510,55	186 587,00	159 192,15	176 259,00

014 : Atténuations de produits : estimation prévisionnelle des AC

❑ Une CLECT se réunira en mai/juin pour réévaluer les transferts de compétences Planification, SAAD sur 13 communes...

❑ Retrait de la commune de Fontenilles au 30/04/2023, soit une diminution de l'AC de 437 847

	AC définitives 2022	Retrait Font 01/05	Réévaluation MAD jeunesse IJ - année complète	Part chargé de projet PVdd 25%	Retenue évaluation transfert Planif 2022	Retenue évaluation transfert Planif 2023	Retenue évaluation SAAD 2022	Retenue évaluation SAAD 2023	AC définitives 2023
AURADE	-18 078				3 234	-2 880	1 219	-1 247	-17 752
BEAUPUY	15 076				1 247	-851	370	0	15 842
CASTILLON SAVES	-17 275				1 694	-1 495	318	-90	-16 847
CLERMONT SAVES	-22				1 021	-933	2 166	-819	1 413
ENDOUFIELLE	24 612				2 689	-2 394	3 204	-3 064	25 046
FONTENILLES	656 771	-437 847							218 924
FREGOUVILLE	-11 393				1 770	-1 565	1 167	-2 124	-12 144
LIAS	114 666				2 456	-2 205	0	0	114 917
L'ISLE-JOURDAIN	-530 160		13 433	-11 113	25 646	-23 617	41 180	-35 652	-520 283
MARESTAING	884				1 362	-1 214	1 816	0	2 848
MONFERRAN SAVES	-32 300				3 935	-3 499	6 420	-5 674	-31 118
PUJAUDRAN	-130 532				4 936	-4 365	7 270	-5 653	-128 344
RAZENGUES	6 463				1 166	-810	0	0	6 819
SEGOUFIELLE	-125 226				2 879	-2 779	4 870	-3 677	-123 934
TOTAL	-46 514	-437 847	13 433	-11 113	54 034	-48 607	70 000	-58 000	-464 614
AC>0 818 472									AC>0 385 809
AC<0 -864 986									AC<0 -850 422

70 Produits des services

Les produits des services sont composés :

- de la refacturation aux familles du service PE (105 k€) et Jeunesse (396 k€) en baisse car elles ne comportent que 4 mois de fonctionnement sur la commune de Fontenilles, les entrées, cours et buvette de la Piscine pour 89 k€.
- de la refacturation du service ADS aux communes membres (189 k€) et non membres (98 k€), en diminution liée à la baisse du nombre d'actes traités en 2022
- des refacturations d'agents mis à disposition (mairie de l'Isle Jourdain, ÉPIC/CIAS et aux associations) ainsi que la refacturation des frais de bâtiments (328 k€).

RECETTES LIEES AU 012	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	BP 2023
70841 - refactu SAAD(services supports)	8 000,00 €	7 195,33 €	7 500,00 €	7 601,33 €	8 000,00 €	8 082,36 €	8 500,00 €
70845 - refactu agents MAD IJ 107	30 000,00 €	36 454,17 €	36 000,00 €	50 323,28 €	40 000,00 €	37 578,88 €	24 000,00 €
70845 - refactu informaticien	9 600,00 €	9 669,32 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		
70845- refacturation agent RH							5 000,00 €
70845 - refactu énergéticien communes							11 000,00 €
70875 - refactu communes membres ADS	191 382,00 €	191 093,24 €	187 451,00 €	186 765,99 €	233 830,00 €	233 835,27 €	188 922,00 €
70848 - refactu MAD Petite Enfance 107	59 300,00 €	59 331,40 €	59 500,00 €	59 131,55 €	59 500,00 €	62 066,01 €	83 900,00 €
70848 - refactu MAD école musique 107	40 340,00 €	41 336,41 €	41 500,00 €	41 951,50 €	42 000,00 €	42 677,30 €	43 500,00 €
70848 - refactu EPIC OT 107	77 800,00 €	76 037,66 €	81 000,00 €	81 230,00 €	92 000,00 €	77 633,62 €	104 000,00 €
70848-refacturation RPI Jeunesse 107						211,21 €	600,00 €
70878 - refactu communes non membres ADS	79 273,00 €	79 478,32 €	88 795,00 €	89 060,08 €	105 785,00 €	135 997,64 €	98 449,00 €
70878 refactu animateur contrat local de santé							2 000,00 €
	495 695,00 €	500 595,85 €	501 746,00 €	516 063,73 €	581 115,00 €	598 082,29 €	569 871,00 €

73 Impôts et taxes

Envoyé en préfecture le 21/02/2023
Reçu en préfecture le 21/02/2023
Publié le
ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE



Évolution de la fiscalité locale pour 2023 :

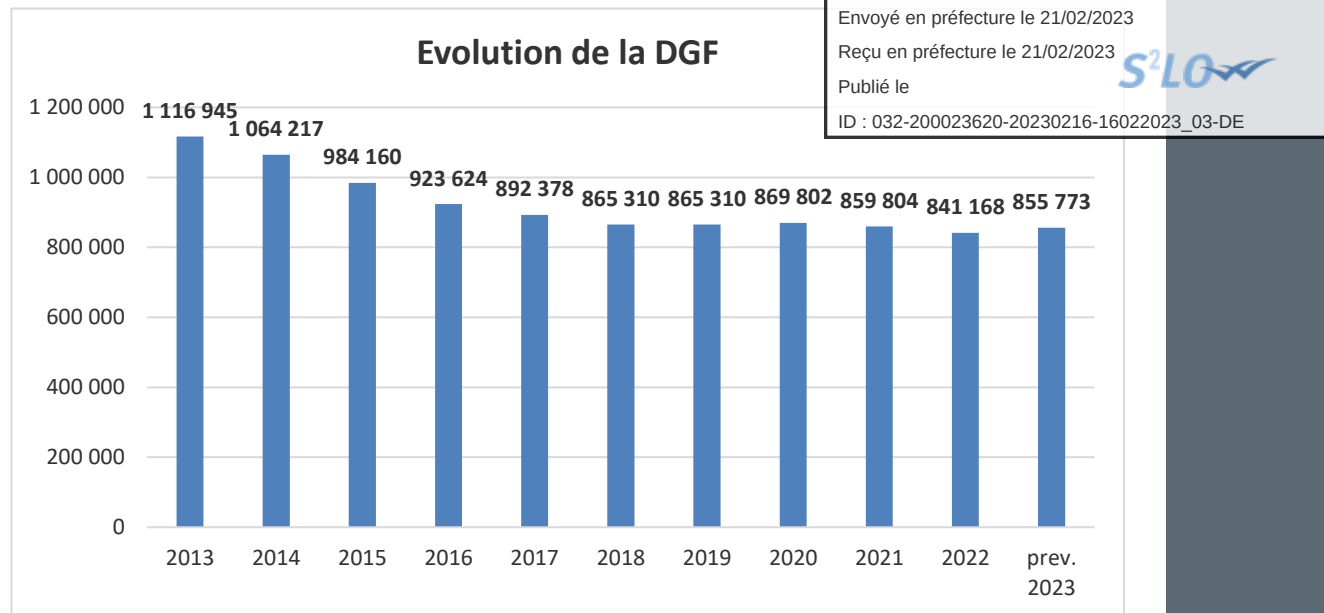
- Le départ de Fontenilles ne produit pas encore d'effet sur les rentrées fiscales global car en 2023 elles sont perçues dans leur intégralité puis reversées à Fontenilles pour 8/12^{ème} au chapitre 014.
- Le budget 2023 est construit avec une augmentation des bases des valeurs locatives à +7,1%.
- Les produits de la fiscalité économique sont en augmentation globale prév. de 6,4%,
- Le produit de la fraction de TVA (compensation de la TH, puis de la CVAE) est très favorable du fait de l'inflation, mais attention cette recette reste très fluctuante.

	2020	2021	Variation (%)	2022	Variation (%)	2023 (prévision)	Variation (%)
Contributions des ménages							
Taxe d'habitation	2 749 828	112 763	-95,9%	116 424	3,2%	125 685	8,0%
Bases	20 369 110	835 287		860 968		931 000	
Taux	13,50%	13,50%		13,50%		13,50%	
Taxe foncière sur les propriétés bâties	145 368	143 259	-1,5%	150 766	5,2%	163 643	8,5%
Bases	16 157 998	15 921 854		16 776 636		18 182 581	
Taux	0,90%	0,90%		0,90%		0,90%	
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	30 646	30 351	-1,0%	31 316	3,2%	33 540	7,1%
Bases	587 600	582 400		599 925		642 520	
Taux	5,22%	5,22%		5,22%		5,22%	
Taxe additionnelle à la TFPNB	70 072	64 071	-8,6%	68 434	6,8%	73 293	7%
TEOM	2 046 797	2 090 963	2,2%	2 398 099	14,7%	2 563 999	7%
Ss total ménages	5 042 711	2 441 407	-51,6%	2 765 039	13,3%	2 960 160	7%
Contributions des entreprises							
Cotisation foncière des entreprises	1 443 271	1 189 353	-17,6%	1 252 800	5,3%	1 316 234	5%
Bases	4 518 131	3 720 809		3 915 946		4 113 230	
Taux	32,00%	32,00%		32,00%		32,00%	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	1 086 045	1 100 170	1,3%	1 018 431	-7,4%	1 099 820	8%
Taxe sur les surfaces commerciales	200 400	202 814	1,2%	216 715	6,9%	237 335	10%
Impositions forfaitaires sur les entrep de réseaux	272 932	278 583	2,1%	293 875	5,5%	306 512	4%
Ss total entreprises	3 002 648	2 770 920	-7,7%	2 781 821	0,4%	2 959 901	6,4%
Taxe GEMAPI	130 001	89 000		86 507		91 500	6%
Fraction de TVA		2 769 866		3 040 137	9,8%	3 195 184	5%
Total ménages + entreprises	8 175 360	8 071 193	-1,3%	8 673 504	7,5%	9 206 744	6,1%

74 Dotations et participations

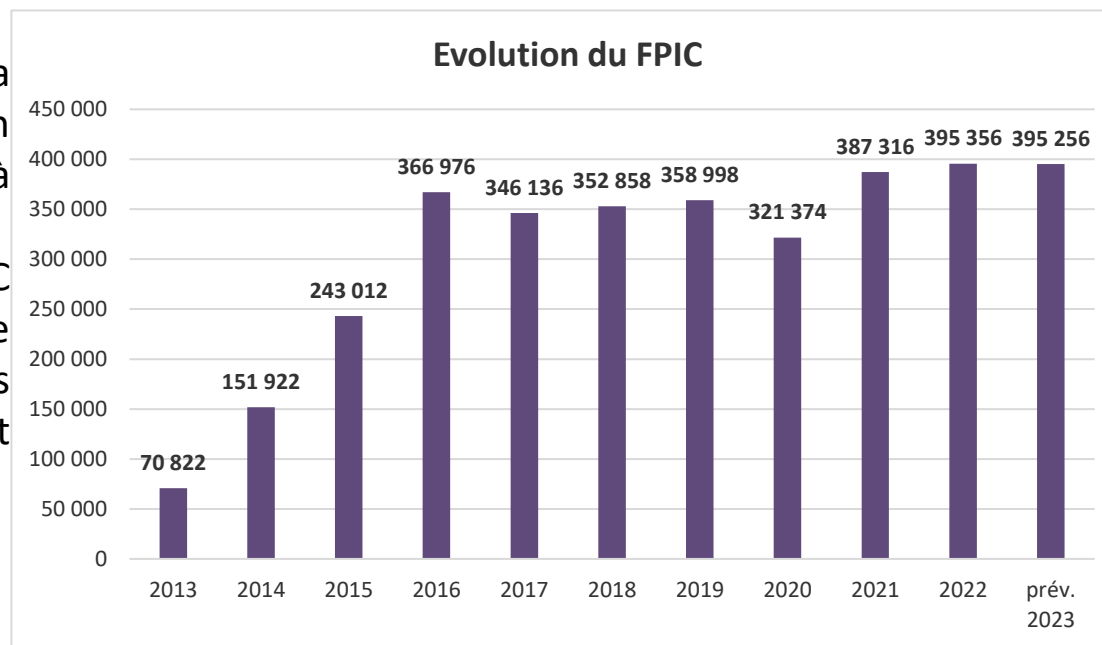
La Dotation globale de fonctionnement : en baisse depuis 2013 avec un ralentissement de la décroissance depuis 2019 et une éventuelle augmentation en 2023.

Entre 2013 et 2023, la perte est de plus de 23 %



Le FPIC : inversement ce fonds est en augmentation sur la période. Les élus ont fait le choix d'opter pour la répartition dérogatoire libre et de doter la CCGT d'un montant supérieur à ce qu'elle percevrait avec la répartition de droit commun.

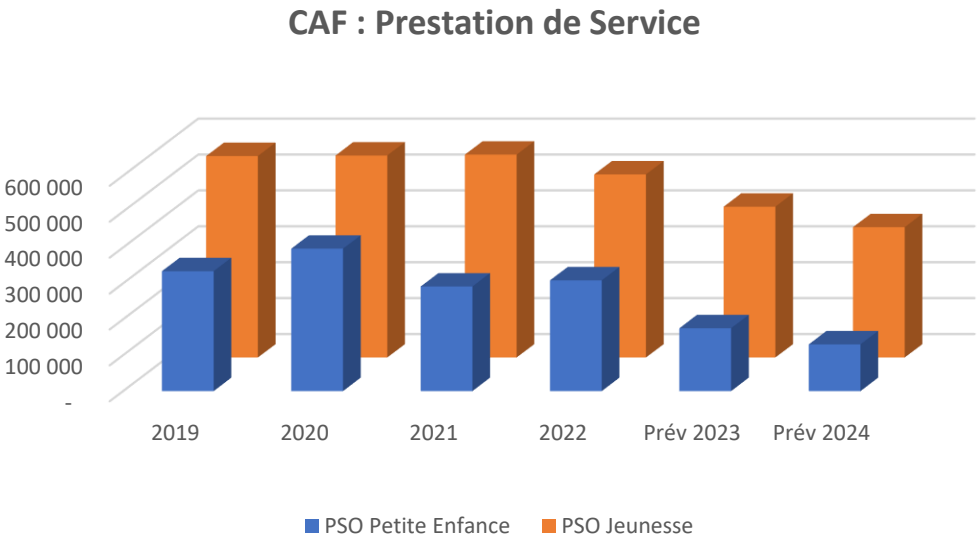
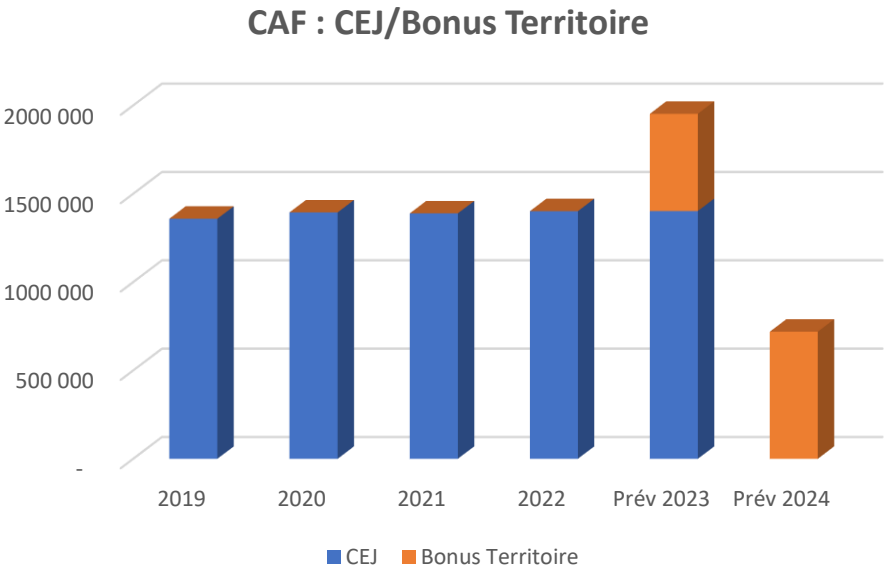
Le départ de Fontenilles a une incidence sur le montant du FPIC et pourrait le faire perdre à la CCGT uniquement en 2024 (mise en place fond de garantie). La perte de fiscalité de Fontenilles aura une incidence sur les calculs des potentiels financier et fiscal dès 2023.



74 Dotations et participations

Le solde des participations est principalement composé des aides de la CAF pour la Petite Enfance, la Jeunesse (la prestation de service et le CEJ) et l'aire d'accueil des gens du voyage. Les participations font de la CAF notre partenaire privilégié sur les compétences concernées.

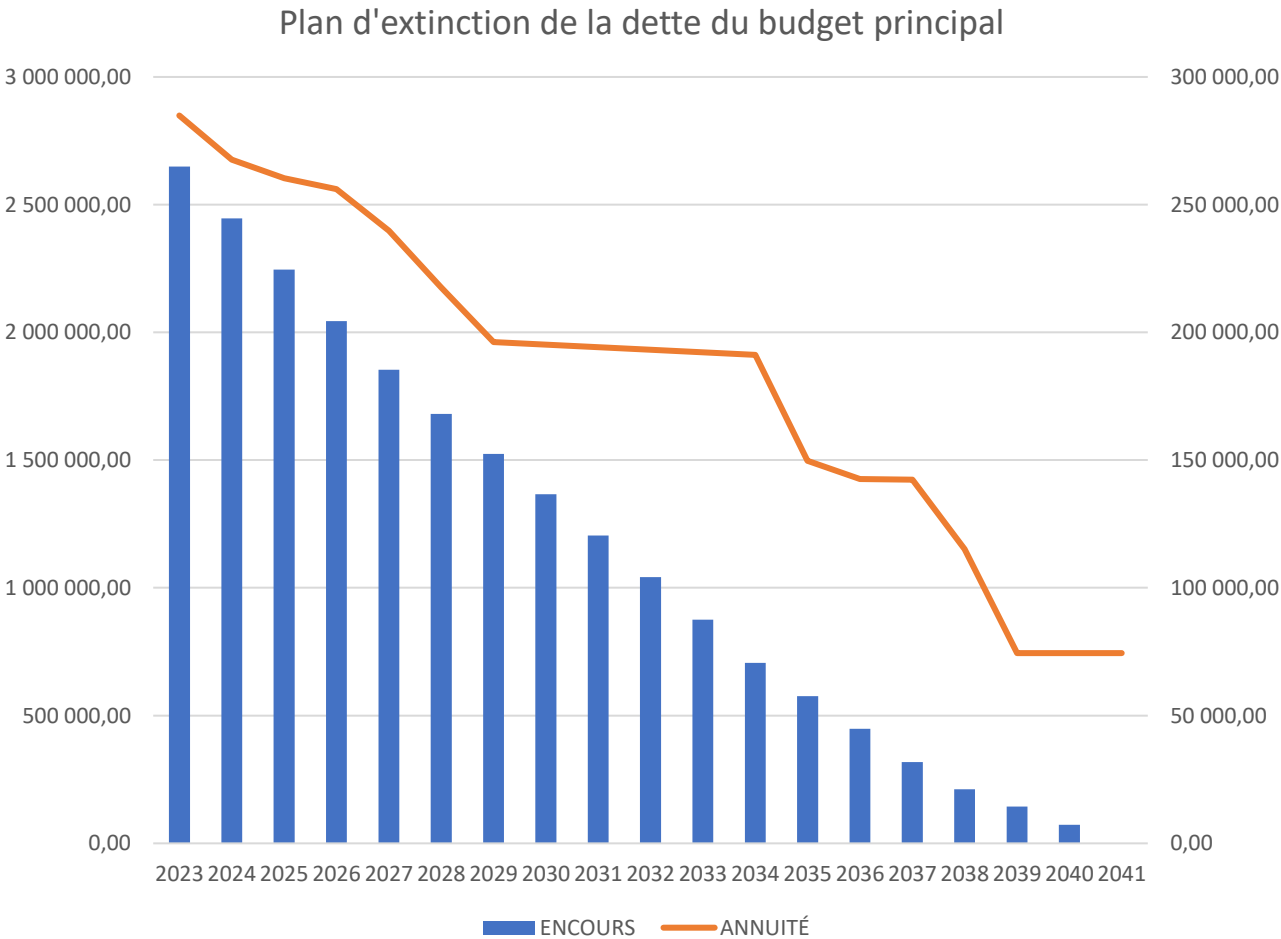
La CAF remplacera à partir de 2023 le CEJ (montant CCGT 2022) par le Bonus Territoire et fait évoluer les modalités de paiement : il sera désormais versé directement au gestionnaire de compte par acompte, les associations ne percevront que 70% du montant total en 2023, le solde des 30 % en 2024. A compter de 2024, les associations percevront l'intégralité du Bonus Territoire.



La dette du budget principal

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2022	208 665,12	75 355,89	284 021,01	2 862 112,51
2023	213 349,96	71 578,49	284 928,45	2 648 762,55
2024	202 245,34	65 406,37	267 651,71	2 446 517,21
2025	200 492,55	59 912,23	260 404,78	2 246 024,66
2026	201 627,70	54 507,54	256 135,24	2 044 396,96
2027	190 748,89	49 069,10	239 817,99	1 853 648,07
2028	173 397,76	44 173,80	217 571,56	1 680 250,31
2029	155 860,84	40 300,85	196 161,69	1 524 389,47
2030	158 338,11	36 835,34	195 173,45	1 366 051,36
2031	160 886,67	33 298,55	194 185,22	1 205 164,69
2032	163 508,69	29 688,30	193 196,99	1 041 656,00
2033	166 206,45	26 002,31	192 208,76	875 449,55
2034	168 982,43	22 238,20	191 220,63	706 467,12
2035	131 172,02	18 557,18	149 729,20	575 295,10
2036	127 311,90	15 319,28	142 631,18	447 983,20
2037	130 193,38	12 103,80	142 297,18	317 789,82
2038	106 269,16	8 865,69	115 134,85	211 520,66
2039	68 147,55	6 291,69	74 439,24	143 373,11
2040	70 480,30	3 958,94	74 439,24	72 892,81
2041	72 892,81	1 546,43	74 439,24	0,00
TOTAL GENERAL	3 276 812,24	739 539,12	4 016 351,36	27 340 522,79

	Ratio encours de dette/hab.
CCGT	124 €
CC à FP de 15 à 30 000 hab.	208€



Les budgets annexes

La CCGT compte 6 budgets annexes :

- Photovoltaïque
- ZA Génibrat
- ZA Espèche
- ZA le Roulage
- ZA Pont Peyrin 3
- ZA Les Martines

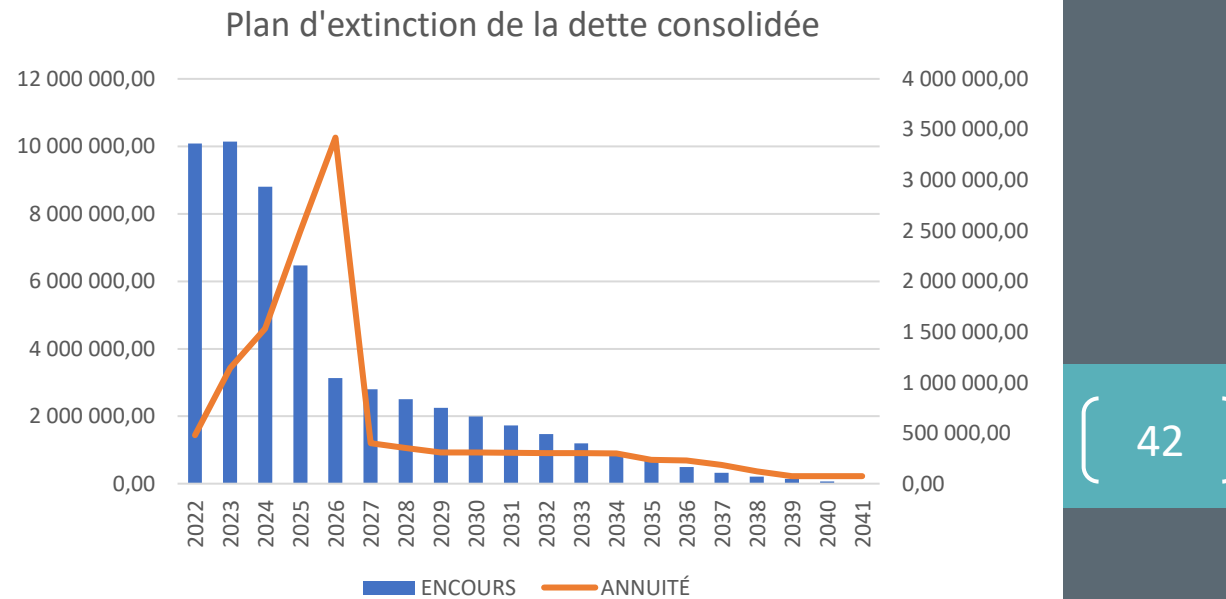
La prospective prend en compte les budgets annexes via la subvention exceptionnelle pour le Roulage de 60 k€, et la clôture de 3 BA en 2023 et 2024

La dette consolidée tient compte d'un prêt relais pour un montant de 600k€ (BA Espèche), remboursable en 03/2023, et les 3 nouveaux emprunts court terme pour financer les travaux d'aménagement de Pont Peyrin 3 pour 6M€, remboursable de 2024 à 2026.

Ratio encours de dette consolidée/hab. : 437 €

BA Les Martines : l'Etablissement public foncier a acquis le foncier de cette zone (convention d'anticipation foncière d'un montant prév. de 3 000k€).

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANN	Envoyé en préfecture le 21/02/2023
2022	353 267,96	125 257,05	4	Reçu en préfecture le 21/02/2023
2023	943 039,04	202 127,23	1 1	Publié le 7 10 137 346,48
2024	1 334 108,56	199 017,70	1 5	ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE
2025	2 334 822,13	158 975,37	2 4	93 136,26
2026	3 338 375,84	82 245,01	3 4	20 236 216
2027	329 970,49	70 001,10		
2028	291 182,35	61 861,55		
2029	255 074,91	55 253,41		
2030	258 408,50	49 841,43		
2031	261 914,38	44 342,99		
2032	265 444,95	38 768,13		
2033	269 080,77	33 075,36		
2034	272 811,69	27 301,46		
2035	215 972,68	21 743,12		
2036	213 092,38	17 060,69		
2037	172 422,03	12 569,26		
2038	113 144,16	8 894,39		
2039	68 147,55	6 291,69		
2040	70 480,30	3 958,94		
2041	72 892,81	1 546,43		
TOTAL GENERAL				
	7 587 286,16	1 033 549,20	8 620 835,36	41 897 618,29



4. Annexe



Etat annuel des indemnités des élus communautaires – Année 2022

Envoyé en préfecture le 21/02/2023
Reçu en préfecture le 21/02/2023
Publié le
ID : 032-200023620-20230216-16022023_03-DE

Références :

- Article L. 2123-24-1-1 du CGCT ;
- Précisions de la DGCL du 20 novembre 2020 (page 42 du [statut de l' élu](#) de l'AMF).

Nom et prénom du conseiller	Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller municipal			Indemnités perçues au titre de représentant de la commune dans l'intercommunalité			Indemnités Autres (CDG..)		
	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Avantages en nature (véhicule, logement, ...)	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Avantages en nature (véhicule, logement, ...)	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Avantages en nature (véhicule, logement, ...)
IDRAC Francis – Président	23 321.10 €			23 326.86 €	131€				
BELOU Georges – Vice-Président	21 370.26 €			8 358.12 €					
COLLIN Delphine – Vice-Présidente	8 888.76€			8 358.12€					
DAROLLES Jean-Claude – Vice-Président	7 934.36 €			8 358.12€					
DELIX Julien – Vice-Président (remplacement de Mme Delteil depuis 15/11/22)	8073.24 €			1062.74 €					
DELTEIL Josiane – Vice-Présidente	0 €			6 350.73 €					
LONGO Gaëtan – Vice-Président	12 109.80 €			8 358.12 €	152€				
PAQUIN Frédéric – Vice-Président	8548.12 €			8 358.12 €					
TERRASSON Pascale – Vice-Présidente	19 138.26 €			8 358.12 €			5 905.92€		

Remarques :

- Le CGCT précise que l'état annuel doit être communiqué aux élus **avant** le vote du budget (soit le 15 avril maximum). En pratique, cet état annuel semble pouvoir être porté à connaissance des élus bien en amont, par exemple dans le cadre des débats d'orientation budgétaire. La rédaction du texte permet également de faire parvenir ce document aux élus à l'occasion de la transmission de la convocation au conseil municipal (attention à en conserver la preuve) ;
- Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus doivent être exprimés en euros et en brut ;
- Ce document ne relève pas des actes soumis à l'obligation de transmission dans le cadre du contrôle de légalité.

Mention RGPD :

L'état annuel relatif au versement des indemnités des élus est un traitement de données personnelles géré par la Communauté de Communes de la Gascogne Toulousaine en sa qualité de responsable de traitement. Les informations personnelles collectées sont obligatoires et nécessaires à la commune pour répondre à une obligation légale. Vous avez le droit d'accéder à vos informations personnelles, ou de les faire rectifier. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande par mail à accueil@ccgascognetoulousaine.com ou au délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpd@ccgascognetoulousaine.com . Si vous estimez que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.